

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

VENDREDI
12
MARS
1976

N° 133

1,50 F

Belgique : 15 F
Commission paritaire n° 56 942

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

NOUVELLES MENACES CONTRE LE MIDI VITICOLE

Huit jours après la fusillade de Montredon, et la mort d'Emile Pouytes, des faits inquiétants montrent que le gouvernement est prêt à poursuivre sa politique de force contre les viticulteurs. La découverte à Toulouse de 2 corps déshiquetés par explosifs à proximité de la caserne où s'est déroulé l'enterrement du CRS mort à Montredon, donne corps à toute une campagne de presse qui vient appuyer une nouvelle vague de répression dans le midi viticole. Passons sur toutes les invraisemblances de la version des faits développée par le ministère de l'intérieur, et en particulier la découverte bien suspecte, de l'attentat seulement deux jours après, alors que l'explosion a eu lieu à l'immédiate proximité de cette caserne de CRS. L'essentiel c'est qu'en créant un lien entre ces faits et les manifestations viticoles, en insinuant sans aucune preuve que les personnes déshiquetées participaient activement aux manifestations de la semaine dernière, tout est en place pour justifier la chasse aux militants viticoles, accusés d'avoir non seulement organisés la fusillade de Montredon, mais aussi de tolérer en leur sein des éléments troubles capables de fomenter des attentats contre le ministre de l'intérieur. Ce scénario en place, on renforce le quadrillage policier au point de transformer tout le pays viticole en une région occupée militairement, on annonce la signature par le juge d'instruction de mandats d'amener de dirigeants viticoles... La situation est grave ! Dans l'Aube, dans l'Hérault, les viticulteurs s'attendent à devoir affronter une répression encore plus forte aujourd'hui.

L'attentat de Toulouse suscite forcément des questions. Ce ne serait pas la première fois qu'un attentat viendrait au secours d'une politique répressive. Rappelons-nous la mort d'un journaliste de l'AFP en juin dernier par l'explosion d'une bombe « anonyme », qui a été le prélude à une répression plus féroce contre les grévistes du *Parisien Libéré* de Chausson, des Cables de Lyon. En Italie, c'est presque devenu une méthode de gouvernement courante : une série d'attentats (fomentée par les fascistes, cela a été prouvé depuis) servait à justifier périodiquement une répression contre l'extrême gauche et les mouvements de la classe ouvrière. Tout se passe comme si une telle politique trouvait des adeptes dans notre pays aujourd'hui.

Preuve de la faiblesse de la bourgeoisie et de son gouvernement, preuve de l'usure et de l'échec de toutes les politiques démagogiques développées, la répression devient maintenant systématique : CRS pour déloger les usines occupées, délégués traduits en justice et licenciés, répression des manifestations, renforcement des troupes de police et des gendarmeries, etc...

Riposter à la campagne contre les viticulteurs est urgent. Ouvriers et paysans doivent riposter ensemble et sans attendre contre cette nouvelle atteinte aux libertés démocratiques. Ensemble ils doivent prendre l'offensive pour imposer à la bourgeoisie l'arrêt de sa politique répressive. Ensemble ils doivent forger dans cette riposte une solide alliance pour demain envers cette société décadente et instaurer un nouveau pouvoir, le pouvoir des ouvriers et des paysans.

RHONE POULENC (Lyon)

AUTOROUTE BLOQUEE CONTRE LES LICENCIEMENTS

Les travailleurs de Rhodia bloquent l'autoroute.

page 4

HOOVER
(Dijon)

OCCU-
PATION



UNIVERSITÉS : Des dizaines de milliers d'étudiants en lutte contre l'école des patrons



page 8

- Luttés à Rhodia Belle Etoile et à Piron Bretonnelles -p.4
- Avec les ouvrières de CIP-Desombre -p.5
- Fougères : la crise de la chaussure -p.6
- L'armée libanaise arabe face à Israël -p.7
- La vie du journal - Préparation du rassemblement communiste du 21 mars -p.10
- Bloc Notes : les médicaments. -p.11-

**Ce qu'on fait
manger aux
Français**

**AUJOURD'HUI,
P 2 LE VIN**

ENQUETE

CE QU'ON FAIT MANGER AUX FRANCAIS

(10)

Vin de consommation courante ou vin de table

Lorsque vous parlez de qualité avec un viticulteur, il vous dira que la particularité du vin, c'est de n'avoir jamais le même goût à la production d'une année sur l'autre, d'une région sur l'autre, d'un village sur l'autre et même d'une parcelle sur l'autre...

Un viticulteur : « Ici nous sommes dans le noyau du vrai cru de Corbières, vous avez le soleil, le village ici, nous sommes à Ribaute, si on descend un peu plus bas, Fabrezon n'est pas bien loin, et bien le climat n'est pas le même, les courants ne sont pas les mêmes, le terroir est différent ».

LA CUISINE DU NÉGOCE

La neutralisation. L'idée du velours n'est pas tombée du ciel. Il s'agit de réduire le domaine technique de réduire l'acidité des vins...

Les vins titrent des taux d'acidité différents et que l'on exprime par des grammes d'acide (de 3,5 à 4,5 gr par litre). Ce caractère participe à la définition de la personnalité du produit, précise son originalité. Certains vins très acides sont bus avec plaisir mais en petite quantité.

La neutralisation consiste à réduire l'acidité aux environs de 3 gr, elle favorise la standardisation des caractères, l'élimination des différences ; elle aplatit. La machine à conditionner le goût des consommateurs est mise en route dans un sens bien précis, celui de faire boire plus, celui d'augmenter le profit... Les consommateurs en présence d'un produit doux (insipide) offrent moins de résistance et boivent comme on boit de l'eau, sans le sentir passer (du moins l'instant même de la consommation).

La cuisine qui permet d'obtenir un liquide au goût neutre se sert d'ingrédients tels que des neutralisants, des stabilisants qui seront inoculés au vin d'origine par le biais d'une soupe dont les éléments de base sont très souvent de l'eau et du sucre. Le vin de betterave a toujours droit de cité pour le plus grand profit des industriels sucriers-betteraviers.

Dans cette adaptation moderne des noces de Cana, les négociants prennent la place de Jésus Christ (premier fraudeur connu de l'histoire). Des exemples en voici : les gros propriétaires négociants depuis peu de temps implantés en Corse, comme Infantès d'Aléria, font passer la production de 60 à 80 hectolitres à 450 hectolitres à l'hectare grâce à du sucre introduit dans l'île sous le camouflage de sacs de farine... 500 000 hectolitres de vin auraient ainsi été « fabriqués » en 1971 sur une production totale de 1,4 millions d'hectolitres. Une bouteille sur trois douteuse, c'est un beau profit pour le négociant...

Voilà une question qui paraît bien simple mais à laquelle il n'est pourtant pas facile de répondre. Qu'en est-il de la qualité, de la richesse nutritive de tel ou tel aliment ? Que choisir ? Que donner à nos enfants ? Qui est responsable des divers trafics ? Comment bien manger ?

Il est nécessaire de faire le point, de commencer à répondre aux interrogations des travailleurs. Mais pour ce faire, se limiter à quelques points de vue ne nous paraît ni suffisant, ni satisfaisant. Ce sont des

Les viticulteurs sont producteurs de vin suivant deux états, soit individuellement dans leur propre cave, soit regroupés au sein d'une cave coopérative. A ces deux niveaux, les opérations qui dirigent la fabrication sont purement mécaniques et seule l'utilisation traditionnelle du baton de soufre (anhydride sulfureux) est généralisée afin de désinfecter les cuves qui vont recevoir le vin... L'addition de sucre (la chaptalisation) est interdite dans tout le midi-viticole (ce qui n'est pas le cas dans certaines régions d'Appellation d'Origine Contrôlée, A.O.C., comme le Bordelais, le Bourgogne et le Beaujolais, les Pays de la Loire...).

Pour un jeune viticulteur, Daniel Thomas, la

c'est comme un sablier, il y a un récipient en haut où on met notre production qui est valable et pour arriver au récipient d'en bas, réservé au consommateur, on est obligé de passer par le goulot d'étranglement, il n'y a pas trente-six solutions, et ce goulot, c'est le négoce. Alors, le négociant, peu importe la qualité du vin que l'on fabrique, à partir du moment où on passe par lui, il calcule ses normes, sa propre notion de qualité, c'est-à-dire le maximum d'argent qu'il fait sur un litre de vin. Pour tous les négociants, c'est ça la qualité. Ils mettent sur le marché des vins de marque et non pas des vins de pays : C'est le Préfontaines, c'est le Margnat, le Kiravi, Batistin Caracous, etc...

QUALITÉ CHÈRE

Le gouvernement français avance son discours sur la qualité et la surproduction pour masquer la vérité. Celle qui fait qu'historiquement la bourgeoisie est obligée de dégager toujours plus de profit.

Quelques recettes de cuisine du négoce

- 1/ Dite «la plus courante» :
- de l'eau, de la lie de vin, du sucre que la fermentation transforme en alcool, de l'acide sulfurique, chlorhydrique, tartrique, de la glycérine, des aromates.
- 2/ Dite de Limoges :
- du sucre, de l'eau, de l'acide tartrique, des levures et du noir animal.
- 3/ Dite de Rome (spécialement conçue pour les allemands) :
- du sucre, de l'eau, du sang de veau, des os de bœuf, de la colle de poisson, du charbon de bois, etc...
- 4/ La coloration des vins :
- si le caramel et tous ses dérivés sont couramment utilisés, nous vous recommandons la poudre miracle, appelée «cyanine» capable de transformer un petit blanc en beau rouge.

Le mois de janvier 1976 a vu rentrer dans le port de Sète, vingt-quatre pinardiers (bateaux qui transportent du vin). Des contrôles de source sûre déclarent que dix-huit contenaient du vin non conforme.

Lorsque sur une étiquette de vin du pays ou d'autre catégorie, la mise en bouteille est mentionnée comme suit : mise en bouteille à la propriété, ou au château, l'origine du produit n'est pas douteuse.

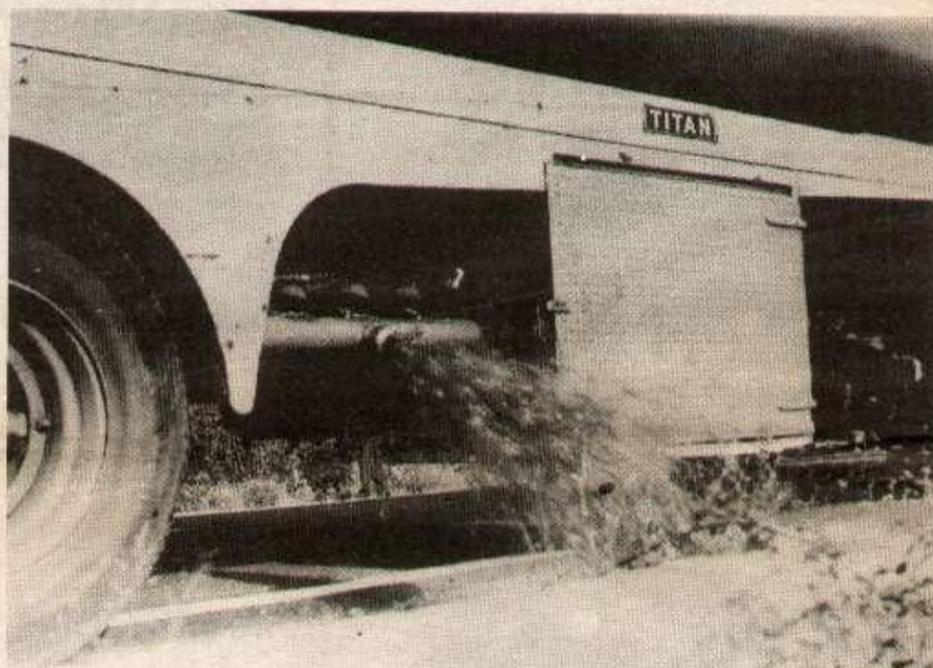
Par contre, lorsque vous rencontrez : mise en bouteille dans nos chais, l'origine est douteuse. Ainsi un vin produit dans le Beaujolais peut être mis en bouteille à Paris dans un chai, avec tous les risques rencontrés par le produit «en voyage».

dizaines de témoignages, de réflexions collectives de travailleurs qui sont indispensables. Il faut que les paysans, les ouvriers des industries alimentaires puissent apporter leurs connaissances aux autres travailleurs. Car si un certain nombre de choses commencent à être connues, toutes sont loin de l'être. C'est un premier procès de masse de l'alimentation que nous impose le capitalisme, que nous devons ouvrir ensemble ! Alors, producteurs ou «consommateurs», écrivez-nous sans tarder pour y contribuer !

vérité est simple : «Il se trouve que l'on a eu des échos de gens qui viennent dans le Midi passer des vacances, et qui, se promenant aux alentours des caves coopératives, goûtent nos produits, et en fait voient la différence. Mais par où passent nos produits pour qu'ils deviennent tout à fait dissimulables sur le marché ?»

En effet, les vins qui sont servis à la consommation courante par le négoce ont toujours le même goût dix ans de suite. Que leur arrive-t-il ?

Pour un négociant audacieux, il se transforme en «velours de l'estomac», pendant des jours et des jours ce «vin» veloute notre estomac. Qu'en est-il exactement ?



Après une action de viticulteurs, pas de cadeau aux trafiquants !

La production des viticulteurs du Midi maintenue dans le cadre des vins de tables, même du point de vue des normes techniques imposées par le pouvoir, est de qualité.

Témoignage d'un viticulteur, Vialade de Ribaute : «... dans les régions comme les nôtres, nous avons justement des vins de qualité, c'est pas nous qui le disons, c'est à travers les diplômes que nous avons obtenus au concours Général Agricole, c'est-à-dire trois médailles d'or, une médaille d'argent et une de bronze en cinq ans ; ce qui garantit une qualité. Mais cette qualité ne nous est pas payée car l'an dernier, ces vins sont partis à la «chaudière» (distillation) au frais du contribuable, pour faire place aux vins industriels qui ont rapporté au commerce importateur».

Pour le négoce, la qualité signifie profit... Or le profit s'oppose à la qualité... Importer le «vin» italien, c'est aussi l'achat d'un liquide innomable à des taux défiant toute concurrence.

D'autre part, et c'est loin d'être négligeable, le gouvernement encourage les importations par le versement au négoce de montants compensatoires (subventions) afin que soient respectés les accords passés dans le cadre des contingences européennes par les pays de la Com-

munauté à Bruxelles : «Prends moi mes veaux, je te prendrai ton vin»... Ainsi en 1975, au titre de ces montants compensatoires, plus de huit milliards de francs, argent des contribuables, sont allés dans les poches du négoce.

Ce cycle mis en place par la bourgeoisie européenne est un système bien huilé pour spéculer avec succès sur le dos des viticulteurs à qui le travail fourni n'est pas payé, et des ouvriers-consommateurs drogués et volés lorsqu'ils achètent et boivent des V.C.C.

Dans la lutte que mènent aujourd'hui les viticulteurs du Midi contre ce système qui les oublie, les rejette, les envoie au chômage, le gouvernement français dresse des obstacles qui visent à séparer les paysans et les ouvriers. C'est la propagande qui clame à la télé, à la radio, dans les journaux : «Les viticulteurs du Midi ne font pas du bon vin... les viticulteurs du Midi produisent trop, ça coûte trop cher»...

Jean Huillet : «... le problème de la guerre qui pourrait avoir lieu entre les consommateurs et les producteurs, c'est simple. Il suffit de demander l'explication les uns et les autres aux négociants, c'est eux qui sont à la base de notre malheur. Ces gens appartiennent à des

maisons multinationales qui travaillent sur tous les États européens, qui profitent des jeux entre les législations de tous les pays pour faire davantage d'argent. Et comme actuellement, c'est l'économie qui donne des ordres à la politique, le gouvernement crée une organisation de marché favorable aux négociants».

Lorsque Giscard parle de «qualité de la vie», c'est pour faire passer les effets de la crise et pour que l'ensemble des travailleurs accepte la nouvelle orientation économique du pays. Mais ça n'a rien à voir avec la qualité des produits que nous allons consommer. Le profit s'oppose à la qualité.

Contrairement à ce que dit la propagande bourgeoise, il n'y a pas de surproduction. En effet, supprimons le trafic du négoce, prenons le vin tel qu'il est à la production, mettons-le en bouteilles et buvons-le. Ce trajet rejette le négoce, élimine le profit. Il ne peut se réaliser que dans une société socialiste pour laquelle doivent s'unir dans le combat ouvriers et paysans, au coude à coude... le fusil dans la voiture...

Élément : d'enquête provenant de la préparation d'un film sur la viticulture, avec les viticulteurs.

groupe de réalisation
Front Paysan

INFORMATIONS GÉNÉRALES

APRÈS L'EXPLOSION DE TOULOUSE : quelques questions

Poniatowski a-t-il échappé à un attentat ? A en croire la presse écrite et parlée, il aurait échappé de peu à un attentat diabolique à la caserne de la CRS 27 à Toulouse, mardi dernier, lors des obsèques de Le Goff.

Mercredi soir, deux cadavres déchiquetés étaient découverts au campus universitaire du Ranguel à Toulouse au pied du mur d'enceinte de la caserne de la CRS 27. Selon la version officielle, ils auraient été découverts par un employé chargé de l'entretien des espaces verts, près d'un grèze creusé par l'explosion d'une bombe. La bombe aurait explosé dans la nuit de lundi à mardi. C'est seulement 36 heures après l'explosion que cette découverte aurait été faite.

UNE PROVOCATION A L'ITALIENNE

Cette relation des faits est déjà surprenante, mais elle le devient encore plus quand on nous annonce que la bombe était destinée à Poniatowski. Les deux personnes qui ont

sauté ne pouvaient que déposer la bombe à l'intérieur du parc de la caserne des CRS, c'est-à-dire à environ 300 mètres du château où devaient se dérouler les obsèques : à cette distance, peu de dégâts peuvent être commis. Ça n'empêche pas «France Soir» d'affirmer sans rire «la bombe aurait pu atteindre le ministre et faire des ravages au sein de la nombreuse assistance». Pour étayer leur thèse, les policiers avancent qu'une des deux victimes est fichée comme membre du groupe anarchiste GARI ; mais le GARI a démenti toute participation à cette affaire.

UN «ATTENTAT» QUI ARRANGE BIEN LA POLICE

Elle arrive à point nommé pour justifier une opération de police contre l'extrême

gauche à Toulouse et contre les vigneron du Languedoc. Le pouvoir et sa presse rabâchent qu'il y a un lien direct entre cette tentative d'attentat et la fusillade de Montredon.

Vingt trois interpellations ont déjà été effectuées dans la région de Toulouse. Et on annonce qu'un mandat d'amener a été délivré contre André Cazes, dirigeant du Comité d'Action Viticole de l'Aude. Dans tout le Midi viti-

cole, la présence policière se fait plus pesante, les flics en civil laissent traîner leurs oreilles partout.

Il faut s'attendre à des opérations policières contre les viticulteurs et en particulier les dirigeants, Poniatowski n'a pas caché son intention de réprimer durement. Seul le maintien de la mobilisation et le renforcement de l'unité avec la classe ouvrière fera échec aux provocations du pouvoir.



GISCARD LES EVEQUES

DES EVEQUES DEJEUNENT CHEZ GISCARD

Hier, Giscard recevait à déjeuner les évêques Etcheagaray et Matagrán, ceux-là mêmes qui avaient refusé de manger avec le premier ministre parce que la presse avait annoncé ce repas avec une certaine publicité !

QUI SONT-ILS ?

Ces 2 évêques sont respectivement, président et vice-président de la Conférence épiscopale française. Ce sont eux qui sont à la tête de l'église aujourd'hui. Leur élection, il y a quelques mois, témoigne de changements dans l'église. Un certain nombre de catholiques sont

des travailleurs, membres d'organisations telles que la JOC, le MRJC, l'Action Catholique Ouvrière, et militent à la CGT ou à la CFDT. Le courant qu'ils représentent dans l'église exerce une pression, sur la hiérarchie qui est obligée d'en tenir compte et de se démarquer de ses positions traditionnelles, ouvertement droitière, de défense systématique du pouvoir. Ces nouveaux dirigeants de l'église, à la différence de leur prédécesseur ne sont pas compromis dans la collaboration avec le gouvernement de Vichy. Un gouvernement de type Mitterrand leur plairait assez car ils pourraient à la fois tenter d'y satisfaire les aspirations des travailleurs et défendre leur propre pouvoir.

POURQUOI CE DEJEUNER AVEC GISCARD ?

Tout comme n'importe quel groupe politique, ou direction syndicale, ils sont venus chez Giscard pour «traiter» d'affaires en suspens entre l'église et le gouvernement ! Plus particulièrement, le problème de l'enseignement libre, que l'Etat finance déjà volontiers, mais aussi le problème de l'intégration des 200.000 permanents de l'église (prêtres, religieuses) au régime général de la Sécurité Sociale. Cette intégration va coûter des millions que les travailleurs payeront sous forme d'augmentation de cotisations ou par le biais des impôts indirects (la taxe de 17% sur les

alcools, par exemple) !

A voir l'insistance que le gouvernement met à recevoir les «dirigeants» de l'église, c'est qu'il attend de cette visite un certain nombre de compensations aux «cadeaux» qu'il fait. L'église a toujours représenté un appui important pour la droite, encore aujourd'hui, même s'il y a une évolution à gauche, dans certaines régions, les liens entre l'église et le pouvoir sont très nets. A recevoir les dirigeants de l'église en pleine campagne électorale pour les cantonales, le pouvoir ne veut-il pas donner l'impression que l'église cautionne sa politique. N'attend-il pas pour l'avenir des contre-parties électoralistes de cette visite ?

Denise SÉGALAT

Encore un conseil restreint sur la réforme de l'entreprise

Hier, se tenait un nouveau conseil restreint consacré, une nouvelle fois n'est pas coutume, au grand sujet que l'on sait : la réforme de l'entreprise. C'est le quatrième de la sorte. Que la démagogie giscardienne en la matière fasse de plus en plus long feu, que les mesures prises depuis un an n'aient en rien améliorées les conditions de travail de la classe ouvrière est tellement évident que même le Figaro se voit obligé d'admettre que ce nouveau conseil restreint ne passionne guère les travailleurs.

Comment pourrait-il en être

autre ? Les travailleurs qui ont peu goûté de «l'enrichissement des tâches», thème à la mode ont vu, sous prétexte d'accroître leurs responsabilités et de rendre leur travail moins monotone, leurs cadences augmenter, à tel point que les ouvriers de Renault à Douai, se mettaient en lutte contre les mauvaises conditions de travail, à tel point que la direction de Peugeot à Mulhouse limitait son projet d'enrichissement des cadences tellement les travailleurs étaient enthousiastes !

Enrichissement des tâches, accroissement des responsabilités, amélioration

des relations humaines dans les ateliers, autant de gadgets que la bourgeoisie tout au long de cette année ne va pas manquer de ressortir visant à ce que les travailleurs acceptent sans mot dire leur exploitation, autant de gadgets visant à casser les luttes de la classe ouvrière contre les conditions de travail que lui réserve le capitalisme. Tout cela sans succès. D'ailleurs, la bourgeoisie en est consciente. Sudreau, avant hier, ne déclarait-il pas : «le gouvernement ne sait pas lui-même dans l'opinion publique son effort de réflexion sur cette réforme». La volonté de la bourgeoisie d'a-

méliorer les conditions de travail pourrait tromper quand on voit la liste impressionnante de mesures qu'elle compte prendre en 76, pour améliorer les conditions de travail ; mais ce nouveau train de mesures si on l'étudie d'un peu près est éloquent.

Dans le cadre des actions exemplaires envisagées dans le secteur public, on apprend par exemple, que pour améliorer le travail des éboueurs, il est prévu d'étendre progressivement la collecte des détritus avec des sacs. Mais comme dit Sudreau «Il ne faut pas aller trop vite !»

En bref

GEORGES (Amiens) : 200 F pour tous !

A l'initiative de la section syndicale CGT, les ouvriers des Etablissements GEORGES à Amiens (construction de cloisons métalliques) entament un mouvement de grève sur les revendications suivantes :

- augmentation des salaires de 200F
- prime de transports de 45F
- 13^e mois réparti en primes semestrielles
- chaussures de sécurité à la charge de la direction
- application de l'embauche par rapport à la convention collective

La grève est actuellement suivie par 98% du personnel des ateliers. Elle est reconductible toutes les 12 heures. La direction a quitté l'usine sans négociation.

«Tous unis les travailleurs de chez GEORGES vaincront» (appel aux gars des bureaux qui risquent de suivre la grève)

«200F pour tous, c'est possible»
«Georges peut payer»

Intoxication par l'amoniac

7 ouvrières d'une entreprise de Trégunc dans le Finistère ont dû être hospitalisées parce qu'elles avaient été intoxiquées par du gaz ammoniac qui provenait d'une fuite d'un entrepôt frigorifique voisin.

Echos des cantonales

Après le premier tour, dans la plupart des cantons et comme ils l'avaient décidé, les partis de gauche et les partis de droite pratiquent le désistement en faveur des candidats les mieux placés. Mais cette règle connaît plusieurs accrocs. En Meurthe-et-Moselle, un des candidats du PCF a refusé de se retirer devant le candidat du PS, il a été exclu. Dans quatre autres cantons, des candidats du PCF arrivés derrière le candidat PS au premier tour, refusent de se désister, c'est le cas notamment à Caudebec en Caux dans la Seine-Maritime où Pacaud candidat sans étiquette au premier tour a pris l'étiquette accueillante de radical de gauche pour bénéficier du désistement du PCF au second tour, sans succès pour l'instant.

Nantes : Plusieurs milliers dans la rue contre la répression des éducateurs

Prévenus «d'excitation de mineurs à la débauche», l'éducateur et le directeur de la Maison des Jeunes du quartier des Dervallières à Nantes sont passés mercredi devant le tribunal de grande instance de Nantes. Leur délit : la mise à disposition d'adolescents d'une boîte de préservatifs. Le motif réel de l'inculpation est en fait les rapports de ces éducateurs avec les habitants du quartier des Dervallières. Non seulement ils refusent de collaborer avec la police et de réprimer les jeunes, mais en plus ils participent aux luttes du quartier.

Pour protester contre ce nouveau cas de répression contre des travailleurs sociaux, une manifestation a rassemblé entre 3 000 et 4 000 personnes.

Alors que la salle d'audience était remplie d'amis des éducateurs, de journalistes, d'avocats, la présidente ordonna le huis clos arguant de la protection des bonnes mœurs. Malgré leurs protestations véhémentes tous ont été expulsés ; y compris les avocats extérieurs à la défense.

Cette façon de procéder et le fait que le tribunal se soit donné jusqu'au 6 avril pour rendre son jugement sont significatifs de son embarras, et de leur crainte devant le mouvement de défense des éducateurs qui s'est développé.

LYON COMMUNIQUE

Contre la politique de meurtre, Unité Populaire contre l'escalade de la répression, contre les crimes odieux de la bourgeoisie, contre les atteintes aux libertés démocratiques, contre le gouvernement anti-populaire de Giscard.

RASSEMBLEMENT VENDREDI 12 MARS
Place Gabriel Péri - 18 h 30'

A l'appel du P.C.R.(ml), de O.C. G.O.P. et de l'U.C.J.R.

LUTTES OUVRIERES

COMMERCE : BIENTOT LA RELANCE... DE L'ACTION ?

Au 1er mars 76, dans les Grands Magasins, vient d'être «attribuée» une augmentation de salaires. Fidèle à son habitude, soucieuse de préserver les intérêts de sa hiérarchie, la Fédération Patronale a décidé (sans aucune consultation des organisations syndicales, pour ne pas changer ses principes) une hausse des salaires de 4,75%... Il va sans dire que pour nombre de camarades de travail, c'est une véritable provocation de la part des patrons !

Encore une fois, qui va bénéficier des «avantages» de cette hausse ? Pas les bas salaires, qui représentent pourtant plus de 40% du personnel (à moins de 1800 F par mois) mais bien ceux qui en ont déjà dans les poches (427 F 50 pour un salaire de 9000 F et seulement 85 F 50 pour ceux de 1800 F !).

Face à cela, quelle est la réaction des travailleurs du commerce ? Dans beaucoup de secteurs, le mot «grève» est de plus en plus prononcé. Dans les entrepôts, les discussions vont bon train sur la manière de lutter. La revendication avancée, c'est «300 F uniforme, pour tous, tout de suite».

Quant à la CGT, fidèle à ses grands principes, elle ne conteste pas le pourcentage, mais le chiffre (elle demande 10%) !

Mais contre la politique de blocage des salaires de la Fédération Patronale du Commerce, seul le combat paiera !

Un travailleur, syndicaliste révolutionnaire, du Commerce - Paris.

RHODIACETA

LES TRAVAILLEURS DU TEXTILE MANIFESTENT

Hier, les travailleurs du textile manifestaient pour s'opposer aux menaces de fermetures d'ateliers et aux 3000 licenciements qui se préparent dans le secteur. A 8 heures, il y avait environ 200 travailleurs de Rodia devant le portail central. Cette participation est relativement faible pour Belle Etoile et il s'est dégagé quelques crain-

tes par rapport aux types d'action qui étaient envisagées pour le matin. C'est à dire le blocage de l'autoroute. Les autres boîtes de la chimie ont rejoint les travailleurs de Belle Etoile : les usines de St Gobain, Spécia, et Rhone Poulenc, Progil étaient présentes.

Les travailleurs ont bloqué l'autoroute. Les CRS qui é-

taient déjà sur place depuis une heure. Les travailleurs ont filtré les voitures en distribuant des tracts. L'ambiance était combative, et il y a eu une solidarité spontanée entre les travailleurs et les gens qui passaient sur l'autoroute : il y a eu par exemple, un routier et un chauffeur de taxi qui ont ralenti la circulation pour

leur donner le temps de diffuser les tracts. La CGT avait organisé un solide service d'ordre qui tirait les gens en arrière en disant qu'il fallait éviter les incidents ! A 9 h 30, un renfort de CRS est arrivé. Les CRS se sont placés à une centaine de mètres, mais le climat n'était pas à l'affrontement. Cela n'a pas empêché le service d'ordre de la CGT de faire une chaîne pour repousser les travailleurs.

Cette journée de lutte pour l'emploi et contre les menaces de licenciements arrive après d'autres journées. Il est évident que cela ne saurait suffire pour s'opposer aux menaces de plus de 3000 licenciements. Il y a nécessité aujourd'hui de mettre en branle d'autres formes d'action.



BRETONCELLES : OU EN EST-ON APRÈS 15 MOIS DE LUTTE ?

L'unité de production ex-Piron est répartie ! Mais dans quelles conditions ? Pour le moment, il y a une vingtaine d'O.S. et 2 professionnels qui ont été embauchés... Le patronat et la bourgeoisie jouent encore une fois la carte de la répression anti-syndicale, en refusant obstinément de réembaucher les ouvriers appartenant à la section CFDT (et ce, y compris devant l'Inspecteur du Travail qui en a dressé le procès verbal). La direction mettant surtout son veto sur trois noms (les délégués du personnel II, malgré la loi.

Mais elle appuie sur la loi, par contre, lorsqu'elle sert : par exemple, lors de la dernière réoccupation (alors que l'usine redémarrait, les dix professionnels occupaient



leur atelier) la direction fit venir un huissier pour constater que «des personnes non habilitées à travailler, travaillaient à l'atelier» (ils remettaient des machines en état !)... Ce qui amena le tribunal des référés, dès le lendemain, à statuer sur «l'ex-

pulsion manu militari de ces personnes étrangères au service» ! Le fait d'être cités en justice porta le trouble chez certains travailleurs ; la lassitude des 15 mois de lutte se faisait sentir... Il s'en est suivi une certaine démobilisation...

Actuellement, le bilan de cette lutte vient à l'ordre du jour : une lutte longue, avec une certaine confusion, mais où toutes les actions ont quand même été «payantes» pour empêcher la liquidation et le démantèlement total de l'entreprise. Cette lutte a secoué les travailleurs du Perche, a donné l'exemple à d'autres actions : Tourouvre (A.R.E.A.C.E.M.) Silor-Crinor (Moulin la Marche) en lutte contre le licenciement de 30 syndiqués... Et sur la base de ces initiatives, l'Union de Secteur de Mortagne a multiplié ses forces par huit ! C'est pourquoi, malgré l'échec au plan des ouvriers professionnels, le maintien de l'unité de production est à mettre à l'actif de ces 15 mois de lutte résolue !

Corr. Bretoncelles

Dijon : Hoover, on occupe !

Les travailleurs de l'usine Hoover viennent de décider la grève illimitée avec occupation de locaux. Ces derniers jours la direction avait proposé 2,5 % d'augmentation puis 4 % mais se refuse à faire plus de concessions. Depuis de longs mois, les salaires ne cessent d'être amputés, chômage partiel ; 24 h de travail par semaine. Déjà l'an passé les travailleurs s'étaient mobilisés contre la volonté du patron de fermer la boîte et avaient obtenu un sursis. Aujourd'hui ils repartent encore plus massivement en lutte 500 à 600 personnes avec les syndicats CGT et CFDT, ils réclament :

- Augmentation uniforme : 200 F au 1^{er} mars,
- 160 F au 1^{er} septembre,
- suppression du salaire au rendement,
- intégration des primes dans les salaires,
- 5ème semaine de congés payés,
- renégociation des classifications au plan national,
- 1 heure d'information syndicale par mois.

correspondant HOOVER

S.A.C.M. (Mulhouse) : «TIRER LES LEÇONS D'UN ECHEC...»

Face à l'autosatisfaction des sections syndicales («la lutte est formidable», tract CGT/CFDT du 13 février), leurs discours démagogiques («nous lancerons le débat parmi les travailleurs»), ou leurs silences gênés d'aujourd'hui, les travailleurs de la SACM doivent faire le bilan de cet échec, en tirer les leçons, commencer à édifier dans leurs syndicats CGT et CFDT un syndicalisme qui s'appuie sur leurs aspirations, leur combativité, qui favorise la démocratie la plus large dans les luttes, l'initiative de tous et qui combat le défaitisme.

Des questions graves restent en jeu :

o Pourquoi les sections syndicales n'ont-elles pas tenu compte de la cote d'application de la grille de classification pour démarrer la grève ? (alors, qu'elles étaient au courant plusieurs mois à l'avance...)

o Quel est le rapport entre le déroulement de la grève et la perspective des élections cantonales ? N'est-ce pas entretenir l'illusion d'une solution électorale aux problèmes des travailleurs ?

Qu'un grand nombre de travailleurs fassent ensemble le bilan de cette grève, de cela dépend la non-répétition des erreurs commises, de cela dépend l'issue des luttes à venir.

Nous nous y emploierons ! C'est la condition d'une reprise de la lutte !

Correspondant SACM

QUESTIONS SYNDICALES

Congrès du SNEP - CGT DES REMOUS DANS LE TECHNIQUE

«J'étais délégué par ma section syndicale au Congrès départemental de la Seine-St-Denis du Syndicat CGT des professeurs de CET. Le déroulement de ce congrès (2 et 3 mars) montre que, même dans un milieu où domine l'esprit petit-bourgeois, arriviste et corporatiste, de nombreuses questions politiques viennent remettre en cause l'hégémonie des révisionnistes sur le syndicat.

o c'est d'abord la question des libertés démocratiques, sur laquelle de nombreux congressistes sont intervenus : dans la fonction publique, c'est la circulaire Chirac du 8 octobre 75, qui veut instaurer un droit de regard de l'administration sur l'activité syndicale ; c'est la note administrative, c'est l'arbitraire de l'inspection. Le danger a été souligné d'une évolution allant dans le sens de la «démocratie musclée» en RFA ! Deux motions ont été adoptées par le congrès, l'une de soutien à Papinski, l'autre demandant l'arrêt des poursuites contre les soldats et syndicalistes emprisonnés et poursuivis en Cour de Sécurité de l'Etat.

o Sur les formes d'action, la grande majorité des délégués a exprimé le refus des personnels des grèves de 24 heures de la fonction publique. Une «contribution en vue du Congrès national», votée à l'unanimité, a émis des doutes sur leur efficacité. Au cours du débat a été souligné l'importance de déterminer d'autres formes d'actions et aussi de lier beaucoup plus les luttes des professeurs à celles des élèves et à celles des autres travailleurs.

o A un moment où, dans l'enseignement technique, la bataille contre le démantèlement des CET et la loi Haby est à l'ordre du jour, les réelles difficultés de la direction révisionniste du SNEP-CGT montrent la possibilité de développer contre la ligne du P«C»F une opposition syndicale fondée sur la liaison des enseignants de CET avec les aspirations révolutionnaires de la classe ouvrière !

o A un moment où, dans l'enseignement technique, la bataille contre le démantèlement des CET et la loi Haby est à l'ordre du jour, les réelles difficultés de la direction révisionniste du SNEP-CGT montrent la possibilité de développer contre la ligne du P«C»F une opposition syndicale fondée sur la liaison des enseignants de CET avec les aspirations révolutionnaires de la classe ouvrière !

o A un moment où, dans l'enseignement technique, la bataille contre le démantèlement des CET et la loi Haby est à l'ordre du jour, les réelles difficultés de la direction révisionniste du SNEP-CGT montrent la possibilité de développer contre la ligne du P«C»F une opposition syndicale fondée sur la liaison des enseignants de CET avec les aspirations révolutionnaires de la classe ouvrière !

o Remis en cause à plu-

A l'issue d'un débat au

un délégué de la Seine-St-Denis

LUTTES OUVRIERES

DESOMBRE

ELLES SE BATTENT POUR L'EMPLOI

Desombre, c'est une usine de confection dans le quartier de Fives, à Lille. On y fait des pyjamas, des robes pour dames et surtout des chemises. Pour sa grande majorité, le personnel est composé de femmes. Depuis plus de cinq mois, elles occupent. Dès le début de leur lutte, elles ont dû faire face à la répression de la bourgeoisie :

• une nuit, la direction est venue «récupérer» un stock de marchandises (20 000 chemises) sous la protection d'une centaine de policiers.

• Trois jours après, la direction, accompagnée d'une délégation de F.O., a tenté, sans succès, de pénétrer dans l'usine.

Le 27 octobre, le tribunal des référés prononce l'«évacuation de l'entreprise au besoin par les forces de police». Cette évacuation n'a pas pu encore être opérée !

A l'entrée, la porte est bien gardée par les ouvrières. C'est une déléguée CFDT qui nous accorde une interview :

DESOMBRE : UNE LUTTE DANS UNE SITUATION D'ATTAQUE GENERALISEE CONTRE L'EMPLOI...

la presse locale annonce des fermetures d'entreprises... Dans l'habillement, et le textile, de 70 à 74 (d'après une enquête CEE) 450.000 emplois ont été supprimés dans cette branche en Europe, et là-dedans, la région du Nord a eu plus que sa part !

Le Nord - Pas-de-Calais, c'est plus de 100.000 chômeurs, avec des taux de chômage dépassant les 10% à Roubaix-Tourcoing, Lens, Béthune... Chaque semaine,

desmet...) Desombre, quant à lui, a créé une nouvelle société à Fourmies, détournant vers elle sa clientèle et mettant ainsi 200 travailleurs et travailleuses de Lille au chômage !

Cependant, il s'est trouvé un torchon patronal pour présenter l'affaire de cette odieuse manière : «La fermeture des Ets Desombre a permis de maintenir 150 emplois à Fourmies» (Nord-Economique, organe officiel du patronat local). Ce cynisme

n'a fait que renforcer la détermination des ouvrières, indignées d'une telle provocation : selon les patrons, l'achat de la marque par les Ets Herrouard à Fourmies aurait permis d'empêcher les licenciements dans cette entreprise elle-même menacée «faute de carnet de commande suffisamment garni». Ce qui revient à tenter de dresser les travailleurs entre eux («déshabiliter Pierre pour habiliter Paul», comme le disait la section CFDT de chez Desombre) !

LA VOLONTÉ DE LUTTE RESTE ENTIÈRE !

Quotidien du Peuple : Vous occupez l'usine jour et nuit. Comment l'occupation est-elle organisée ?

— Nous nous relayons. Des équipes sont constituées : du matin, du midi et du soir, du week-end. Les ouvrières viennent tel et tel jour par semaine. Une ouvrière est chargée de faire la nourriture. La confection continue pour «entretenir» l'outil de travail.

QdP : Comment se manifeste la solidarité des travailleurs entre eux ?

— Les travailleurs des différents secteurs viennent

de la police. Dès 7 heures du matin (les flics étaient entrés à 4 H) jusqu'à 7 H du soir, nous avons dû attendre aux portes, dans le froid, pour empêcher le patron d'entrer. Les gens venaient, nous apportaient de la soupe, du café.

Plusieurs tracts expliquant notre lutte ont été distribués à Fives, Hellemes, sur les marchés, et aussi à Lille.

QdP : Quelle a été l'attitude des organisations syndicales ?

— La CFDT anime la lutte. Quant à FO, ses «militants» ne luttent plus depuis longtemps : FO est seulement intervenu pour tenter d'entrer dans l'usine avec le patron !

Elle est hebdomadaire, et la grosse majorité est présente. De façon permanente une équipe assure les tâches de direction, constituée d'une déléguée et de cinq ouvrières.

QdP : Quelles réponses avez-vous eues des pouvoirs publics ?

— Ils font semblant de nous ignorer. Pourtant nous avons attiré l'attention, par exemple, en organisant une conférence de presse sur les 100 jours de grève. Mauroy a aussi convoqué une table ronde : seuls les partis y sont venus, pas les Pouvoirs Publics qui y étaient invités.

D'ailleurs la presse n'en parle plus tellement. Le com-

Desombre : 5 mois d'occupation

Les ouvrières de chez Desombre occupent leur usine depuis octobre 1975. Elles ont refusé sans attendre les 200 licenciements.

• Juillet 75 : dépôt de bilan. Le tribunal de Commerce décide la liquidation des biens pour le lendemain. A cette annonce, les ouvrières commencent à informer la population de leur situation et à tenir des assemblées du personnel.

• Septembre 75 : elles se rendent en délégation auprès de d'Ornano. Le 11 septembre, les licenciements sont prononcés et peu après, les Etablissements Hérouard à Fourmies achètent la marque et le réseau commercial.

• Octobre 75 : c'est l'occupation décidée par les ouvrières pour bloquer les expéditions de marchandises. Une partie des stocks a pu être «sauvée» par le patron grâce à l'intervention des policiers.

Aussitôt, une manifestation est organisée avec la CFDT dans le centre de Lille et les travailleurs occupent pendant une heure la chambre patronale de l'Habillement. Malgré la fin du préavis, les ouvrières continuent leur occupation.

Le 24 février, après l'échec du 17 où elles n'ont pas été reçues, une délégation des ouvrières de Desombre avec la CIP, s'est rendue à Paris. Elles ont été reçues par le ministre de l'industrie, qui a prétendu que l'entreprise n'est pas viable. Aucune solution n'a été envisagée.

Le ministre du travail lui, a répondu que l'affaire n'était pas en son pouvoir. Mais les ouvrières continuent leur lutte avec détermination.

Dernièrement, elles ont occupé avec des travailleurs de la CIP et des militants CFDT, les locaux de l'ORTF Lille. Ils ont imposé la mention de leur lutte au journal télévisé (15 secondes à FR 3 Lille) et ont obtenu l'engagement de l'ORTF de faire un reportage sur leur lutte.

Force «Ouvrière» et la «liberté du travail»

Statuant en référé (comme c'est devenu le sinistre usage !) Le tribunal de Lille devait en octobre 75 signifier l'évacuation des locaux sous menace d'intervention policière. La police intervenait alors... pour saisir un stock de 20.000 chemises. Les grévistes et militants de l'Union CFDT décidaient, en conséquence, de s'opposer à l'entrée de membres de la direction ou de l'encadrement dans l'usine. Jeudi 23/10/75, Alain et Francis Desombre se présentaient à la porte de l'usine en compagnie d'une vingtaine de «militants de Force Ouvrière» !!

Repoussés par le piquet de grève, les patrons firent scandale «au nom de la liberté du travail». Comme si en mettant 200 travailleurs à la porte, on leur donnait la liberté de travailler !



pour nous aider (par exemple un travailleur de la métallurgie était présent) ; en cas de pépin, ils viennent nous dépanner, pour l'électricité ou le chauffage...

Notre conflit veut se coordonner avec celui de la CIP (autre usine de confection de la région, qui est occupée depuis 7 mois) qui a des problèmes comparables. Les ouvrières de Desombre ont déjà été «reçues en visite» par les ouvrières de la CIP pour une journée. Et puis les travailleurs viennent nous aider pour la nuit, et le week-end...

QdP : Et les rapports avec la population ?

— La population a été sensibilisée avec l'intervention

QdP : C'est une majorité de femmes qui occupent ?

— Il y avait avant l'occupation très peu d'hommes (une dizaine), il en reste un qui lutte avec nous...

Au départ, des femmes avaient des ennuis avec leur maris («n'occupent pas»), ou avaient des problèmes pour la nuit ou les week-end. Maintenant, certains ont dû s'y faire et le problème se pose moins.

En fait, la solidarité est forte, il n'y a pas de problème particuliers, jeunes et moins jeunes sont unies.

QdP : Comment sont prises les décisions ?

— Les décisions sont prises en Assemblée Générale.

missaire à la reconversion nous a seulement communiqué que 5 firmes qui auraient envisagé de nous racheter, n'ont pas fait affaire...

QdP : Et Mauroy, le maire (PS) de Lille ?

— Nous avons adressé une lettre à Mauroy, qui n'a que tardivement répondu (il a fait de même à CIP). Mauroy, on ne l'a jamais vu ici !

QdP : Et pour l'avenir ?

— Nous sommes toutes décidées à continuer la lutte, à continuer l'occupation. Nous faisons un effort de popularisation, comme l'action que nous avons menée à l'ORTF. Les montées sur Paris sont prévues. Mais surtout le désir de lutte reste entier.



SOLIDARITE AVEC LES OUVRIERES DE CHEZ DESOMBRE

On peut se rendre, en délégation de soutien, chez Desombre, 18/20 rue Cabanis 59000 LILLE ou leur téléphoner au 56.84.61 à Lille. Pour envoyer la solidarité financière ou écrire pour demander à diffuser des autocollants de soutien à la lutte :

- Union locale CFDT (IHA, CUI, TEX), 1 rue St Genois Lille
- Paulette Delaval, 23 rue Malakoff Fives-Lille
Desombre vivra !

F«O», de son côté se mit let n'a guère cessé depuis!) à attaquer cette lutte qui «mettait en péril l'entreprise en excluant l'encadrement». De multiples communiqués à la presse ont précisé depuis la chaude sympathie de Force «Ouvrière» pour les Desombre. La logique de cette organisation toute dévouée au patronat, c'est de se battre pour exiger que le patron puisse être dans l'entreprise et non pas pour que les 200 travailleurs y restent, en faisant échec à la liquidation !

Aller au travail «sans chef et sans patrons», comme chez Cousseau (à Censay) et comme à Lip, ces messieurs de F«O» en sont malades, rien que d'y penser ! leur nature pro-patronale à horreur d'un tel «vide» !

LUTTES OUVRIERES

A la SND, la «justice» contre les travailleurs immigrés !

En grève depuis le 5 mars, les travailleurs de la SND, Villeneuve-triage, occupent leur usine depuis lundi. Les 200 Ouvriers Spécialisés, tous immigrés, demandent une prime et 5% d'augmentation.

Les cadres et les Ouvriers Professionnels se sont désolidarisés de cette action dès le début et ont essayé d'enfoncer les piquets de grève et de passer en force pour aller travailler. La direction est passée aussitôt à l'offensive, en faisant constater l'occupation par un huissier, et elle a fait inculper dix délégués immigrés, qui devaient passer en justice hier, en demandant leur expulsion de France. Elle a aussi menacé les travailleurs de faire vider les lieux pendant le week-end. Ceux-ci ont décidé de rester défendre l'usine jusqu'au bout !

LYON : Pour les transports gratuits, la mobilisation continuée !

Il y a quelques jours, il y a eu une petite manifestation d'une trentaine de représentants du Comité de Lutte de Lyon devant les sièges des T.C.L. (Transports de la Communauté Urbaine de Lyon). Ils ont d'abord demandé une entrevue avec le directeur des T.C.L. qui a été refusée.

Alors les participants ont scandé des mots d'ordre dans la rue, demandant le transport gratuit pour les chômeurs. Finalement le chef du personnel a accepté une délégation, il a «pris note» et «passera la chose au directeur des T.C.L.». Ce qu'il a dit, c'est que «les T.C.L. ne peuvent pas prendre la décision eux-mêmes, qu'ils sont seulement une société qui gère les affaires de la COURLY (Communauté Urbaine de Lyon) dont le président est le préfet. Suite à cela, il sera organisé la semaine prochaine une délégation à la préfecture : nous obtiendrons les transports gratuits ! (Les Comités de Lutte représentés dans la délégation, étaient ceux de :

Villeurbanne, Vénissieux 3ème, 6ème, La Duchère, Oullins et le 7ème).

Correspondant Lyon

L'ACTION CONTINUE A CHANTELLE

— A Lorient, le personnel est toujours en grève totale avec occupation de l'usine.

— A Nantes, débrayages journaliers de 3, 4 heures et le reste du temps, le rendement tombe à 40% de l'ordinaire.

Les revendications initiales étaient les suivantes :

— **Salaires** : accord paritaire + 40 centimes de l'heure, le 13ème mois (actuellement prime annuelle environ de 400 F).

— **Temps de travail** : Une journée par an pour maladie d'un enfant, une 1/2 journée pour la mi-carême.

Dans un premier temps, la direction a proposé :

— 5,5% à valoir sur l'accord paritaire (fixé ensuite à 6%)
— 180 F d'augmentation de la prime de fin d'année, 3 h le jour de la mi-carême.

— 1 journée par an pour maladie d'un enfant.

Ces propositions ont été repoussées par tout le personnel.

Le patron essaie de gagner du temps. Par ce moyen, il espère que la lutte s'effritera à l'usure, que les filles perdent le plus d'argent possible et ne recommencent pas de sitôt.

Rappelons ses paroles cyniques au début du conflit : «Elles peuvent faire 6 semaines de grève, j'ai 6 semaines d'avance sur stock».

Mais ce n'est pas après un mois de lutte qu'elles vont se décourager et renoncer, d'autant plus après les propositions généreuses de la direction : 2 centimes de l'heure d'augmentation, alors qu'elles en demandent 40 !

(Nouvelles de l'A.P.L. «Ouest-Information» n° 131)

CABLES DE LYON EN GREVE...

Depuis huit jours 80 % des travailleurs des câbles de Lyon occupent leur usine à Reims, leurs revendications :

2029 F minimum,

contre la nouvelle classification dans la métallurgie.

Le directeur disant qu'il n'a aucun pouvoir pour négocier, les travailleurs ont décidé de porter directement leurs revendications au siège de la CGE à Paris le vendredi 12 mars ; les câbles de Lyon font en effet partie du trust CGE dont le patron Ambroise Roux appartient à la fraction la plus réactionnaire du CNPF dont il est le vice président. Les travailleurs de Reims ont contacté les autres usines des Câbles de Lyon, notamment Beson et Clichy.

Fougères : CE N'EST PAS LA CHAUSSURE QUI EST MORTE, C'EST LE CAPITALISME QUI EST PERIME

Il n'y a pas qu'à Fougères que les usines de chaussures sont en «difficultés». A Cholet, des licenciements sont prévus. On se souvient des problèmes à Salamandre à Romans. Or en tout, d'après Bidegain, membre de la Fédération patronale de la chaussure, ce serait 5000 emplois qui seront supprimés dans cette branche dans l'année 76 si l'Etat n'intervient pas.

Quand on pose la question à tous les travailleurs de Fougères : «Mais pourquoi cette situation ?» la réponse est toujours la même : «C'est depuis le Marché Commun, toutes les importations de chaussures étrangères qui nous empêchent de vendre les nôtres». Cette explication

l'URSS. Notons au passage que ces produits achetés en France par l'URSS sont revendus trois fois plus chers dans les boutiques de Moscou ou de Leningrad. D'autre part, les capitalistes français vont installer des usines à l'étranger (dans les pays du Tiers-Monde, évidemment)

dans la chaussure pour éviter les licenciements, c'est «l'arrêt des importations pour relancer les chaussures françaises» comme le fait le P«C»F, c'est tout simplement se moquer du monde. Dans cette situation où les économies capitalistes sont tellement imbriquées, tellement dépendantes les unes des autres, il est impensable qu'un pays capitaliste ferme ses frontières aux pays étrangers, sans qu'aussitôt celui-ci ne réplique par des mesures de représailles. «Vous ne voulez plus de nos

faire tourner la roue de l'histoire à l'envers en nous faisant croire qu'il est possible d'arrêter les importations sans changer les structures capitalistes de la société.

LA SOCIETE CAPITALISTE EN QUESTION

Ce qui est en cause dans l'industrie de la chaussure comme dans toute l'économie française, ce sont les structures capitalistes. Les fermetures d'usines, les licenciements qu'elles entraînent, bien sûr, sont dues à la concurrence. Mais concurrence étrangère ou concurrence entre capitalistes français, la logique est toujours la même. Ils le savent bien les travailleurs de Fougères : avant qu'on les jette à la rue, le travail pour eux c'était les cadences qui augmentaient sans cesse, les suppressions de primes, les bas salaires, c'est cela la concurrence capitaliste, c'est la recherche par les patrons du profit maximum. Alors aujourd'hui, faut-il se battre pour empêcher les importations ou pour exiger un emploi pour tous !

Quand les «Réos» exigent un emploi pour tous dans la même usine, ils remettent en cause cette logique : «qu'est-ce que c'est que cette société dans laquelle les travailleurs n'ont pas les moyens d'acheter des biens de consommation et où on ferme les usines qui les produisent par manque de commande ?»

La question posée, c'est bien celle du changement de cette société, son remplacement par une autre, radicalement différente, dans laquelle la production sera basée sur les besoins des travailleurs. Alors seulement sera effectivement supprimé le chômage, il n'y aura plus de fermetures d'usines, plus de «Réos».



comporte une grande part de vérité mais elle ne va pas au fond des choses. La politique des capitalistes dans la chaussure est beaucoup plus subtile que cela. Ainsi, tout en important eux-mêmes des chaussures espagnoles, italiennes, brésiliennes, d'un certain type (large consommation par exemple) sur lesquelles ils imposent leurs griffes avant de les revendre, ils exportent vers d'autres pays des produits d'un autre type (meilleure qualité ou chaussures de grande série pour

où ils pourront trouver «de la main d'œuvre à bon marché» et ainsi augmenter considérablement leurs profits. C'est par exemple Noël de Vitre qui construit actuellement une usine au Maroc. On arrive donc à une situation aberrante : tout en important massivement des chaussures étrangères, la France est le 3ème exportateur derrière l'Italie et l'Espagne.

DES FAUSSES SOLUTIONS

Prétendre que la solution

chaussures, gardez vos voitures et vos machines-outils !». Même en supposant que cela soit possible, ça ne règlera rien du tout car la concurrence serait toujours aussi acharnée mais cette fois-ci entre capitalistes français. Aujourd'hui, toutes ces importations et exportations entre pays capitalistes témoignent justement d'un stade supérieur dans le développement du capitalisme, évidemment sur la recherche de profits les plus élevés possibles. Le P«C»F lui, voudrait

Jeunes chômeurs CGT

Eh bien, on aura eu beaucoup de bruit pour pas grand chose avec ces «états généraux des jeunes chômeurs CGT» ! Ségué se plaignait hier du silence de la presse sur cette initiative. Mais cela ne vaut-il pas mieux pour lui et les tenants de la ligne révisionniste dans la CGT plutôt qu'un intérêt approfondi ? Car si on y regarde bien : 5 à 600 jeunes rassemblés à Paris et censés représenter 300 comités de 70 départements ! C'est loin d'être un exploit de la «puissante confédération»... Une carte de France des Comités CGT de Jeunes Chômeurs révélait, dans la VO, avec une belle franchise, l'absence de toute mobilisation en Auvergne et dans les Pays de Loire où pourtant sévit à plein le chômage.

Quant à la densité du travail effectué là où existent des Comités, le «Travailleur Parisien CGT» (du 6 mars) était éclairant : une liste de

distribution de tracts, quelques apparitions dans un hall de gare, une ANPE de ci, de là... et une foule de «démarches» et autres «délégations» auprès des élus... du PCF !

Beau bilan en vérité que celui de la préparation de ce modeste rassemblement, pompeusement baptisé «Etats Généraux». Le relatif échec d'une telle initiative ne tient pas au «désintérêt» des jeunes mais à la ligne démobilisatrice, au manque de perspectives concrètes d'action anti-capitaliste...

Les jeunes travailleurs, qui aspirent à prendre toute leur place dans le combat de la classe ouvrière, ne pourront se satisfaire d'une «action» en trompe-l'œil de ce genre. Dans la CGT, ils chercheront à faire avancer l'unité populaire entre actifs et chômeurs, les perspectives unitaire des Comités de Lutte contre le Chômage !

S.R.

ST PIERRE - MONTLIMART : TOUS AUX COTES DES TRAVAILLEURS DE CHEZ GAUDIN !

Chez Gaudin, s'est écoulée la 4ème semaine de grève, pour exiger une grille salariale ajustée sur la métallurgie nantaise.

L'UD-CFDT appelle à la solidarité tous les travailleurs de la région :
Union des syndicats CFDT de St Pierre. BP 19383-744 (avec la mention «Solidarité Gaudin»)...

Depuis mercredi 3 mars, après une négociation avec la direction, l'impasse est totale. Cette dernière refuse d'assurer 40 heures de travail, prétextant la perte de commandes suite à la grève et menace les travailleurs de chômage technique et partiel !

ERNAULT - SOMUA : CHOLET MENACE DE REDUCTION D'HORAIRE A 32 HEURES

Après le textile et la chaussure, c'est au tour de la métallurgie (machine-outil). Ce sont 860 salariés menacés de chômage partiel. Les horaires sont déjà passés récemment de 42 h 30 à 40 h et aujourd'hui, la direction menace de descendre à 32 h. En plus de cela, des compressions de personnel sont prévues : mises systématiques à la pré-retraite, refus d'assurer un réemploi pour les jeunes partant à l'armée.

Les arguments sont dans tous les secteurs les mêmes : «c'est une crise internationale... et malgré la relance des investissements en février, nous n'avons vendu que le 1/4 de la production». A cela, les syndicats répondent : «il s'agit plutôt d'augmenter la rentabilité de l'entreprise en diminuant le nombre des salariés et en augmentant la productivité...»

ARMEE LIBANAISE ARABE EN POSITION FACE A ISRAEL

Hleil, Ghanem, Arman au nord du Liban : ces casernes sont entre les mains de l'Armée Arabe du Liban. Mais surtout, au sud, Rachaya, Khiam, et la plus importante des casernes : Marjayoun. Ici, les forces de cette armée patriotique font directement face à l'armée israélienne. La poursuite de cette situation, ce serait l'assurance pour les troupes sionistes, lors de leurs multiples raids contre le sud-Liban, de ne plus trouver en face d'eux seulement la Résistance Palestinienne, mais aussi les forces régulières libanaises, que leur commandement avait maintenues jusqu'ici dans une passivité ressentie comme un scandale par tous les habitants de la région.

C'est la veille du cessez-le-feu, le 21 janvier, que l'armée libanaise arabe voyait le jour : un lieutenant patriote, Ahmed al Khatib, entraînait avec lui son unité dans une rébellion qui, ces derniers jours, s'est mise à faire tache d'huile. La nature de cette force, les raisons pour lesquelles elle a pu voir le jour, un cadre du Fath, que nous avons contacté à Beyrouth, nous les a indiquées :

de la Résistance Palestinienne : « Pour la souveraineté de l'Etat Libanais », sans ingérence, ce camarade portait l'appréciation suivante : « Les dix mois de combat ont renversé la situation en faveur du mouvement progressiste libanais. C'est ce qui a encouragé les éléments progressistes de l'armée à engager en son sein le travail politique. Aujourd'hui, le mou- »

vement dans l'armée vient encore renforcer cette situation favorable. La Résistance ne peut que se réjouir qu'apparaisse le noyau d'une armée nationale, décidée à participer au combat arabe et palestinien. »

LA CRISE SE NOUE

Cependant, les informations selon lesquelles l'Armée de Libération de la Palestine serait intervenue afin de faire retirer l'armée arabe du Liban de certaines casernes dont elle a pris le contrôle, n'étaient pas confirmées à Beyrouth. Le commandant en chef de l'armée libanaise, le général Hanna Saïd, tentait de liquider le mouvement, en promettant une amnistie. Certains militaires réactionnaires commençaient à s'or-

ganiser, et deux cent cinquante d'entre eux réclamaient le jugement des militaires « hors-la-loi », tandis que les chefs de l'aviation se déclaraient prêts à « recourir aux mesures qui s'imposent pour faire échec à la sédition. » On apprenait enfin que le général qui commandait la région nord du Liban avait été tué dans une attaque d'origine indéterminée.

Il restait, cependant, la grande question posée aujourd'hui par tout événement important au Liban : dans quel sens la Syrie va-t-elle intervenir ? Dans la journée, le général Hekmat Chehabi, chef d'Etat-major, avait rejoint le ministre des affaires étrangères syrien, Abdel Halim Khaddam, en mission à Beyrouth.

DES SOLDATS PATRIOTES

« Ce sont des militants, dans l'armée, qui se révoltent contre ses structures confessionnelles. Ils veulent une armée nationale, qui appartienne à tous les Libanais, et non à une quelconque confession. Ils revendiquent le programme économique, social et politique des forces patriotiques libanaises, dont le lieutenant al Khatib et les autres soldats, sous-officiers et officiers, ont déclaré faire intégralement partie. »

Quant au « déséquilibre » qui pourrait de la sorte apparaître au Liban, tout en soulignant la position de principe



Après une attaque israélienne au Sud-Liban : l'Armée Arabe Libanaise est décidée à faire face.

ESPAGNE 19 PRISONNIERS POLITIQUES SANCTIONNÉS A SÉGOVIE

Au pays Basque, après le grand mouvement du début de la semaine, les conflits sont maintenant plus circonscrits, mais la classe ouvrière y fait toujours preuve de la même vitalité combative. C'est ainsi, par exemple, que l'usine Estanda, de Beasain, où les travailleurs sont en grève pour protester contre

des licenciements, est maintenant arrêtée depuis 65 jours.

C'est maintenant dans les mines toutes proches des Asturies que le conflit est principalement déplacé : des arrestations y avaient eu lieu à la veille d'une journée de lutte qui a vu, malgré un quadrillage policier intense,

des manifestations de rue. Barcelone est également le siège de luttes importantes, dans le textile notamment, où une grève touchant 40 000 travailleurs se poursuivait toujours. Dans cette ville, les municipaux sont à nouveau entrés en grève, au nombre de huit mille, et ont manifesté sur la principale place de la ville, la place San Jaime, à plusieurs milliers.

Cependant, dans les prisons, le régime fait aussi la démonstration de la persistance de son caractère fasciste. Au centre pénitentiaire de Ségovie, 19 prisonniers politiques basques, tous membres de l'organisation ETA, ont été convoqués devant le juge d'instruction : ils étaient accusés, sur dénonciation du

directeur de la prison, d'avoir fait parvenir à l'extérieur l'appel à la lutte pour l'amnistie et les libertés démocratiques. Intercepté le dimanche 22 février, cet écrit a valu aux prisonniers accusés des sanctions.

Qu'ils saisissent ou non, qu'ils sanctionnent ou non, les héritiers de Franco n'empêchent pas, aujourd'hui, que ces mots d'ordre sont devenus ceux de toute la classe ouvrière, de tout le peuple. Et depuis des semaines, au fur et à mesure que de grandes vagues de lutte parcourent l'une après l'autre toutes les régions et toutes les branches, les revendications politiques démocratiques y prennent une place chaque jour plus grande.

De quoi je me mêle ?

Après l'émission de Soljenitsyne à la télévision, l'ambassade soviétique a publié un communiqué de protestation. Elle affirme que cette émission « est difficilement compatible avec la tâche que s'étaient assignés les gouvernements de l'URSS et de la France en vue de développer (...) la consolidation de la paix et de la sécurité en Europe et dans le monde. »

Voici quelques jours, c'était un général américain qui prétendait décider qui avait le droit de participer au gouvernement de notre pays. Aujourd'hui, c'est l'appareil soviétique qui prétend trancher sur les programmes de la télévision française. Ces deux

puissances se disputent la domination de l'Europe occidentale, et interviennent de plus en plus ouvertement dans les affaires intérieures de notre pays. Le fait que la deuxième le fasse sous le couvert de la « détente » ne change rien à l'affaire.

C'en est assez ! Certes, Mr Soljenitsyne n'est qu'un anti-communiste de bas étage. Ce n'est pas au rétablissement du capitalisme en URSS qu'il en a, c'est au socialisme, à la classe ouvrière. Mais notre peuple sera bien assez grand pour lui dire son fait. Et pour faire comprendre à Brejnev qu'il doit retirer de là sa sale patte. Pour cela, mieux vaut compter sur nous-mêmes que sur Giscard.

Bahrein : fin des facilités portuaires pour les USA

L'émir de Bahrein - ile du Golfe arabo-persique - a annoncé sa volonté de mettre rapidement fin aux facilités portuaires jusqu'alors en vigueur pour les bâtiments de la marine militaire américaine. Cette décision, a précisé l'émir, répond au désir de ne pas être impliqué, par les USA, dans des conflits militaires.

En bref

Espagne : 4 à 8 ans d'emprisonnement pour les officiers de l'UMD

Le tribunal militaire fasciste de Madrid a rendu son verdict dans le procès intenté par le gouvernement Juan Carlos contre les officiers de l'Union Militaire Démocratique ; poursuivis pour « sédition », ils ont été condamnés de quatre à huit années d'emprisonnement. Ce procès aura une fois de plus révélé le caractère fasciste du régime : leurs « avocats » avaient été nommés d'office parmi des membres des services de renseignement de l'armée. En outre, à la fin du procès, quand les membres de l'UMD ont réaffirmé que, malgré leur exclusion de l'armée et leur emprisonnement, ils restaient démocrates, les familles de certains d'entre eux, présentes dans la salle, ont été frappées par des officiers fascistes, protégés par la police.

Corée du Sud : la répression s'accroît

La répression s'accroît dans la partie sud de la Corée. Le gouvernement a arrêté 33 prêtres et pasteurs, accusés d'avoir appelé le peuple à la révolte le 1^{er} mars dernier. Ce jour-là, pour commémorer le souvenir de l'insurrection anti-japonaise du 1^{er} mars 1919, ils avaient participé à la célébration d'un office religieux au cours duquel un manifeste avait été lu en faveur du rétablissement de la démocratie et de la liberté. Suite à ces arrestations, le gouvernement de la partie sud de la Corée a annoncé qu'il allait renforcer la surveillance des « activités politiques qui ont lieu sous couvert d'activités religieuses ».

Palestine occupée : manifestations populaires

Le peuple palestinien multiplie ses manifestations contre les troupes d'occupations sionistes. Suite aux actions sauvagement réprimées de mardi dernier (au cours desquelles un jeune lycéen palestinien a été blessé par balles), les commerçants de Naplouse ont fait la grève des magasins. Dans le même temps, les lycéens de Naplouse, Ramallah, El-Bireh et Bir Zeit ont engagé une série de journées d'action, avec manifestations de rues, pour dénoncer l'occupation sioniste.

Alger : une entreprise réactionnaire

Plusieurs anciennes « personnalités » algériennes, dont Ferhat Abbas et Ben Khedda, anciens présidents du Gouvernement Provisoire de la République Algérienne ont diffusé à Alger un texte critiquant le soutien apporté par Alger au Front Polisario. Ce texte affirme que la lutte que mène le peuple sahraoui pour une réelle indépendance « compromet l'union du Maghreb arabo-islamique » et risque de faire de « l'Afrique du Nord un terrain où s'affronteront les Super-Grands au détriment des intérêts de la paix dans le monde ». Ce texte ne laisse pas de surprendre. Ce n'est pas la juste lutte du peuple sahraoui pour sa liberté qui crée des risques de guerre, mais bien l'agression dont il est victime de la part du Maroc. Et Rabat est appuyé, dans cette agression, par Paris, Bonn, et Washington. En sorte que lutter pour que les deux super puissances n'interviennent pas dans la lutte de libération nationale du peuple sahraoui, c'est aujourd'hui, soutenir le Front Polisario, qui combat en comptant sur ses propres forces.

Ce texte nous amène à nous poser la question : qui un tel texte peut-il servir ?

Un élément de réponse pourrait être fourni par un des signataires : il s'agit de M. Khereddine, ancien membre de la secte des Oulémas, et qui possède au Maroc d'importants biens fonciers. Un détail : il est le seul algérien dont les terres n'aient pas été confisquées par Hassan II.



ATTENTION
ÉCOLE

FACULTÉS EN LUTTE

NANCY

Volonté de lutte et nombreuses interrogations, c'est ce qui apparaît à Nancy après la manifestation du 9 mars et le bilan de la situation dans les facultés et les I.U.T.

VOLONTÉ DE LUTTE

Un secteur apparaît comme particulièrement en avant, ce sont les I.U.T. où, depuis trois semaines déjà des grèves se sont déclenchées pour la reconnaissance du D.U.T., pour la rémunération des stages. Mouvement actif, avec A.G., travail en commission, plusieurs manifestations et une occupation de la chambre patronale. Pour les facultés, la situation est confuse, car la mobilisation plus récente. Sa rapidité montre que la volonté de faire échec à la réforme Soisson est importante. Mais des hésitations existent.

DE NOMBREUSES INTERROGATIONS

Sur les facultés, quel est l'enjeu du mouvement ? Si la volonté de lutte existe tous ne perçoivent pas clairement l'enjeu de la réforme Soisson, les buts que poursuit la bourgeoisie. De cette question, de sa résolution dépend l'élargissement du mouvement, la réalisation de l'unité entre les divers amphis et les diverses facultés. Pour la résoudre nous devons proposer des formes de luttes qui permettent à tous les étudiants de s'y retrouver.

Sur l'unité, le mouvement cherche un «second souffle». C'est le manque de perspectives, de propositions qui se fait sentir par une certaine démobilité. Comment sortir le mouvement de la traditionnelle semaine des I.U.T. qui a lieu chaque année ? Quelles alliances choisir ? Si l'unité avec les travailleurs est proclamée, elle reste pour le moment au stade de slogans, n'étant pas réalisée dans la pratique. Encore faut-il préciser l'unité pourquoi ? Contre quoi ? Contre l'école de la bourgeoisie, la proclamer dans l'absolu n'avance pas à grand chose. Comment conduire cette lutte. Comment éviter les manipulations ! Telles sont aussi les interrogations.

Dans ce domaine, l'UNEF a réussi à faire à peu près l'unanimité contre elle, rejetée pour son autoproclamation d'avant-garde du mouvement, alors que ses propositions restent très en arrière des préoccupations des étudiants.

A toutes ces questions aussi les groupes trotskystes ne donnent guère de réponses, se démarquant des révisionnistes par des propositions plus dures, mais par leurs attitudes de «bon étudiant combattif» ils se contentent de gérer le mouvement, finalement de suivre les masses.

UNE MANIFESTATION POSITIVE

La manifestation de mercredi est significative de ces contradictions. Elle regroupait 2 500 étudiants qui ont défilé dans Nancy avec des mots d'ordre divers «Réforme Soisson, réforme des patrons», «Chômage, sélection, c'est la loi des patrons», «Patrons, hors des facs», ainsi que «Diplôme nationaux», «Des sous pour l'école, pas pour les monopoles» qui traduisent des hésitations dans la lutte. L'UNEF a échoué dans ses tentatives pour prendre la tête de la manifestation. Si par le nombre cette manifestation était possible, un certain nombre de perspectives et de mots d'ordre restent encore à définir plus clairement. C'est là la condition pour avancer dans la lutte.

De notre correspondant, Marcel MEYER

Faculté d'Annapes

Mercredi matin, une Assemblée Générale appelée par le comité d'information de l'UER de sciences économiques décidait la grève générale reconductible.

Etant donné le caractère encore minoritaire du mouvement, le principal est aujourd'hui de l'étendre à tout l'UER et à toute la faculté. C'est pourquoi, une commission de popularisation s'est créée et intervient dans les cours et les travaux dirigés. Une autre commission se charge d'informer largement sur la réforme et de mener plus loin son analyse. Pour ce comité, il est important de commencer dès maintenant une animation du campus universitaire. D'autre part, la liaison avec la lutte des étudiants d'Amiens est envisagée.

Corr. étudiant Lille

UNIVERSITÉ D'AMIENS EN LUTTE :

VERS UN NOUVEAU DEPART ?

Nouveau départ non parce que la lutte s'est terminée, mais parce qu'elle arrive à un tournant capital, très brusque, et qui va déterminer de l'avenir du mouvement étudiant. Peut-on aujourd'hui dire avec certitude où va le mouvement étudiant ? Non. Le point de la lutte, c'est de voir où en est-on. Quels choix va-t-il falloir faire.

AVEC LES LYCÉENS, AVEC LES AUTRES FACS : COORDONNER LES LUTTES

La cité scolaire d'Amiens et plusieurs autres lycées et CET du département sont en lutte. Une coordination nationale a eu lieu, elle est capitale.

En effet, cette coordination nationale est capitale pour l'avenir du mouvement au niveau national. Car d'une part, elle a isolé ceux qui voulaient enterrer le mouvement ou le récupérer. Les

deux UNEF (tenues l'une par le P.C., l'autre par une secte trotskyste) ont pris des décisions dans leur coin, et sont fort ennuyées pour s'expliquer. D'autre part, les décisions prises par les délégations représentant les facs en lutte, sont un départ pour un mouvement national.

Les questions qui se posent sont : resteront-elles isolées ? Arriveront-elles à diviser les étudiants. La réponse ne pourra être donnée que dans la lutte. Cette semaine s'annonce animée.

CET, lycéens, étudiants côte à côte. C'est ce qui commence à se faire.

Coordonner les luttes entre les facs, là aussi la liaison se met en place, ainsi que des propositions d'actions nationales.

CONTRE LES PATRONS UNITÉ AVEC LES TRAVAILLEURS

L'animation prévue cette

semaine est d'une ampleur plus forte. Un débat sur l'autogestion avec un dirigeant du P.S. ; un débat avec des personnalités progressistes sur l'affaire Goldmann. La relance de l'animation dans certaines facs. Une manifestation avec les syndicats et les travailleurs. Le forum des luttes. Toutes ces propositions montrent que les débats ont évolué, que c'est à des sujets plus politiques, que l'on s'affronte, que la liaison avec les travailleurs commence à prendre de l'importance.

Des stands en ville sont prévus, sur l'indice des prix par exemple. Certaines activités ont eu lieu en ville la semaine dernière. Le ghetto de la fac se brise.

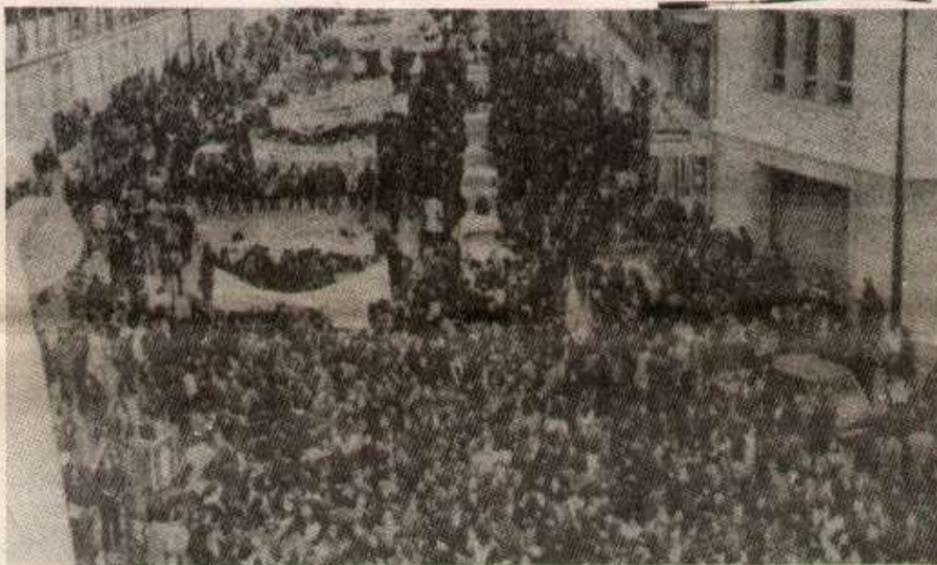
C'est cette animation, sa prise en charge massive par les étudiants, c'est la multiplication des initiatives faites en direction des travailleurs qui briseront cette méfiance qu'ont des étudiants

vis-à-vis du peuple. En montrant que les ouvriers, les ménagères, ne sont pas hostiles aux étudiants, en expliquant ce qu'est la réforme, un premier pas a été franchi. Un deuxième pas sera fait lorsque l'animation de cette grève sera utile aux travailleurs. Lorsque les étudiants utiliseront tous leurs connaissances pour aller expliquer ce qu'est le système éducatif de la bourgeoisie, comment ils apprennent l'économie, comment l'art peut servir les luttes. Ce 2^o pas est encore timide. Des initiatives ont été prises, il est important que les étudiants les plus combattifs, les plus avancés soient les premiers à lutter contre les tendances au défaitisme.

Finalement, ce qui se pose maintenant, c'est de réaliser cette unité lycéens-étudiants-travailleurs. Pour la réaliser, il faut combattre pied à pied les hésitations, appuyer ces initiatives. Signalons que les étudiants ont décidé de boycotter le torchon local d'Amoury, PDG du Parisien Libéré, et que certains se sont même organisés pour aller déchirer une publicité odieuse pour les travailleurs picards comme pour les travailleurs du Parisien. Cette forme de solidarité n'est qu'un exemple. Il est significatif.

En avant pour le forum des luttes, pour leur extension, pour faire céder la bourgeoisie : ce n'est pas encore très clair et précis dans la tête de certains étudiants, c'est le débat politique qui sera mené dans la fac qui pourra préciser les objectifs, les moyens pour gagner.

Corr. Amiens le 08/02



Les lycéens d'Amiens entament la lutte

NON A L'ÉCOLE CAPITALISTE!

Mardi dernier, les lycéens partaient en grève. Ceux du LEM (Lycée d'Etat Mixte), occupent un des bâtiments. réponse de l'administration a été violente : 6 élèves combattifs ont été exclus pour 8 jours ; le bâtiment occupé a été fermé vendredi, l'internat aussi. Ceci sur ordre du recteur, et sans doute sur «conseil du ministre».

Au LEM, la grève continue, l'internat doit être réouvert ce lundi. Les internes ont été renvoyés chez eux, les externes font des piquets de grève, animent leurs locaux et sont allés au lycée des Otages vendredi, celui-ci a alors débrayé.

La répression a surpris beaucoup de lycéens, certains ont un peu peur des suites du mouvement ; mais dans l'ensemble, les élèves veulent continuer la lutte.

Au LTEI (Lycée Technique d'Etat Industriel), la moitié des élèves sont partis en grève. Des fascistes et l'administration ont essayé de casser la grève au départ, par la force, en intervenant contre le piquet de grève. A la suite de l'exclusion des 3 membres du comité de grève, une pétition a été lancée ;

certaines profs soutiennent la lutte. Le SNES est contre des «accords» (!) ; le SGEN-CFDT soutient. Maintenant la réintégration des 3 exclus est un des principaux mots d'ordre.

Au LTN (Lycée Technique Nationalisé), les élèves ont repris les cours ce lundi, ils ont une Assemblée Générale lundi soir. Les menaces, le chantage de l'administration ont donc porté. Il faut dire que la direction a menacé de fermer le LTN, et de réinscrire, ce qui veut dire l'exclusion de tous les élèves combattifs. Cependant, la volonté de lutter est toujours aussi grande.

Au lycée des Otages, situé en ville et non à la «Cité Scolaire», un comité d'action a appelé à la grève. Un piquet de grève a bloqué les portes ce matin.

Jeudi une manifestation a été organisée rapidement. Elle a regroupé des étudiants, des élèves d'IUT qui enterraient leur diplôme, et des élèves de la Cité scolaire, et de CET. Les principaux mots d'ordre étaient :

leurs même combat !

- Haby-Soisson, abrogation
- Union, action contre la répression !
- Les patrons hors des lycées
- A bas la sélection !
- Facs ouvertes à tous les travailleurs !
- Reconnaissance du DUT (diplôme de l'IUT)
- 6 exclus dans les bahuts, les lycéens dans la rue !
- Et aussi :
- Réintégration immédiate des 6 exclus !
- Le CET c'est déjà l'usine !
- CET, facultés, dehors les patrons !

On peut dire qu'à l'heure actuelle, les problèmes du mouvement sont la répres-

sion et le manque d'organisation. La lutte contre Haby-Soisson, pour la réintégration des 6 exclus et le ras le bol de l'école capitaliste, sont très mobilisateurs. Ils correspondent à une révolte profonde des jeunes. Renforcer l'unité, avoir des positions claires, des objectifs précis, coordonner les luttes des lycéens, de ceux du technique, et des CET, les lier avec le mouvement étudiant et surtout avec les luttes populaires et la classe ouvrière, c'est dans cette voie que la lutte pourra être victorieuse. «Ce qui est pas possible, c'est de baisser les bras. Faut pas céder au chantage».

Corr. Amiens le 08/02 à 8 H

Haby et le cours préparatoire

Le projet de décret sur les écoles maternelles qui doit servir de base aux discussions entre Haby et les syndicats a été publié hier. Les élèves entreront au cours préparatoire à 6 ans, ou à 5 sur dérogation. Le cours préparatoire durera 2 ans ou 1 an suivant les élèves, la répartition se fera dès les premières semaines sur le résultat des travaux effectués. Voici donc concrétisée la «double filière» à laquelle tient tant le gouvernement qui établit dès la première année une sélection entre les enfants de la bourgeoisie et ceux des travailleurs au nom de «prétendues aptitudes naturelles».

ATTENTION
ÉCOLE



TOLBIAC EN GREVE

La faculté de Tolbiac, (droit, histoire et géographie, philo...), en plein 13ème arrondissement, c'est un peu un défi à ce vieux quartier populaire de Paris : escaliers de béton en demi-cercle, immense tour aux vitres fumées, ascenseurs ultra rapides pour monter dans les salles de «T.D.» (travaux dirigés), amphes ultra modernes...un ghetto étudiant, mais au cœur

Hier se tenaient les assemblées générales des différents UER. Il s'agissait de tirer le bilan de la manifestation de la veille, de faire des propositions pour la poursuite du mouvement, et d'élargir le comité de grève déjà élu. Une première constatation : la mobilisation des étudiants marque le pas. Si les cours sont à peu près tous supprimés, un certain nombre d'étudiants ne viennent plus à la faculté. Aussi, lorsqu'après une demi-heure d'assemblées générales, le débat en restait aux prises de bec entre UNEF ou groupes trotskystes certains étudiants pouvaient ressentir un certain découragement. Une exigence : il faut développer «l'animation». Mais ce ne doit pas être seulement la vente de sandwiches, ou la présence (appréciée) d'une fanfare.



Dès le début de la grève, la constitution de commissions avait été décidée : commission animation, commission presse, commission plate-

d'un quartier. Depuis mardi dernier, jour où la grève a commencé, son aspect a déjà changé : affiches manuscrites partout indiquant la programmation des assemblées générales, annonces de débats, de projections de films. La faculté veut «vivre». Mais de quelle vie ?

forme revendicative et réforme Soisson, «liaison avec l'extérieur», étudiants étrangers et étudiants salariés. Certaines se sont déjà mises au travail, et un forum a été organisé avec le comité de chômeurs du 13ème, au cours duquel les travailleurs au chômage ont expliqué leurs actions et leur façon d'engager la lutte. Cette rencontre très positive s'est prolongée par une manifestation de plusieurs centaines d'étudiants à l'ANPE, en soutien au comité qui intervenait à l'intérieur. Ces pas en avant du mouvement étudiant vers les travailleurs doivent inquiéter certains, puisque la police encerclait l'agence pour l'emploi. L'action doit se poursuivre par des diffusions de tracts avec les chômeurs sur le quartier. De cela, il n'était malheureusement pas beaucoup question dans les assemblées générales.

l'avant-garde des étudiants, magouilles continues...) et surtout leurs tentatives de cantonner le mouvement étudiant à des revendications strictement corporatistes ont réussi à leur mettre à dos la majorité des étudiants. Ce n'est pas pour autant que les idées sont bien claires. En témoigne cette intervention d'un étudiant dans une des assemblées, s'adressant aux ténors qui monopolisaient la parole pour tenter de se mettre en valeur : «Vous répétez qu'il faut élargir le mouvement, qu'il faut mobiliser les étudiants, et vous faites tout pour écarter tout le monde. Ça suffit ! Il faut que nous discussions de notre plate-forme, et pour cela qu'on aille un peu plus loin que dire que la réforme du second cycle, c'est le renforcement de la sélection sociale. Pourquoi on ne se demanderait pas ce qu'on fait ici, à quoi on est sensé servir

Saunier Seite menace...

Mme Saunier Seite, toute nouvelle secrétaire d'Etat aux universités (Soisson ne s'entendait pas très bien avec Haby) faisait mine de ne pas prendre au sérieux le mouvement étudiant qui se développe : «ce mouvement ne représente que cinq pour cent des étudiants français» déclarait-elle à Antenne 2. Quant au mot d'ordre «patrons hors des facs», elle l'a traité avec l'humour de fausse innocence : «c'est une absurdité difficile à comprendre. Ces étudiants veulent une réforme de l'université, et ils protestent dès qu'on commence à la faire...». Les étudiants ont apprécié.

Mais hier matin, cela allait plus loin. Les recteurs avaient du lui téléphoner que c'était plus grave que cela... Aussi a-t-elle utilisé la menace : «les enseignements normaux ne pouvant être assurés, les diplômes nationaux ne seraient pas délivrés en fin d'année si les cours ne reprenaient pas». Chantage aux examens, le refrain est connu. Et si le mouvement ne se trouve pas une assise politique solide, il pourrait avoir un certain effet.

Reims

Les U.E.R. de Sciences Economiques, Lettres, Droit et Sciences sont en grève depuis deux jours. Mercredi, une manifestation a rassemblé environ 1 000 personnes.

Contre les manipulations de l'UNEF qui lors de la manifestation scandait des mots d'ordre non décidés en AG, une nouvelle forme d'organisation de la lutte se met en place, avec des comités par département, élus.

Brest

Mardi, manifestation commune des étudiants et des travailleurs de l'arsenal. Il y avait 5 000 travailleurs de l'arsenal qui étaient en grève toute la journée et environ 1 000 étudiants.

Mercredi, il y a eu une manifestation étudiante (1 000) avec occupation de la chambre patronale du coin. La grève est totale en Lettres, Droit, Sciences Eco et Sciences.

Il y a des comités de grève.

Flers

Une AG de 400 personnes s'est tenue mercredi 10 mars à Flers, appelée par le Comité d'Information sur la réforme du 2ème cycle. L'ordre du jour : la décision d'une grève générale reconductible et l'élection d'un Comité de grève. Le premier point a été approuvé à la majorité, mais, il n'y a pas eu l'élection d'un Comité de grève qui risquait de ne pas être représentatif.

Le travail de mobilisation par intervention dans les cours et Travaux Dirigés se poursuit activement. D'autre part, point intéressant, des travailleuses de Desombre avaient été invitées à cette AG afin d'exposer leur lutte et d'amener l'Union des Travailleurs et des Étudiants. Une motion en vue de cette union a été unanimement adoptée. Elle sera apportée aux travailleuses de l'entreprise par une délégation lors d'une manifestation qui aura lieu la semaine prochaine.

Agressions fascistes contre des étudiants

Déjà, lorsque les étudiants de Tolbiac avaient occupé les locaux de l'administration, une quarantaine de «vigiles» s'étaient défilés sur cinq étudiants, avant que la police n'encerce la fac. Depuis, les agressions se sont poursuivies : 5 étudiants de Nanterre ont été tabassés dans le métro par des individus bien connus à la faculté d'Assas.

Au lycée Janson de Sully, les mêmes groupes d'extrêmes droite se sont attaqués à plusieurs reprises à des lycéens. Samedi, 28 février, ils étaient parvenus à pénétrer dans le lycée, où un professeur a été blessé. Mardi 2 mars, à la sortie du lycée, une voiture a foncé dans un groupe de lycéens. Ce ne sont pas là des actes isolés, mais un des aspects de la politique de la bourgeoisie pour faire revenir l'ordre dans les facultés, au moyen de ces mêmes groupes qui assuraient le service d'ordre de Giscard il y a deux ans...

L'UNITE AVEC LES TRAVAILLEURS

L'unité avec les travailleurs est ressentie comme une nécessité par beaucoup d'étudiants — leur participation à la manifestation de la fonction publique l'a prouvé—. Les pratiques ridicules des UNEF, (se faire passer pour

après, si on n'est pas au chômage ? C'est nous-mêmes qui répondront à ces questions, et non pas toujours les mêmes phrases...» Nous mêmes ? Les études de droit que tu fais, ne crois-tu pas que ce serait intéressant d'aller demander aux travailleurs qu'on expulse ou qu'on condamne pour «atteinte à la liberté du travail» ce qu'ils en pensent ?

Eric BREHAT

INFORMATIONS GENERALES

En bref

La réforme de l'entreprise : des cadeaux aux PMI

Gingembre au nom des petits patrons prétendait que la réforme de l'entreprise concoctée par Sudreau risquait de porter atteinte à l'autorité patronale. Hier matin s'est tenu un Conseil restreint sur la réforme de l'entreprise dont les décisions ne pourront que réjouir Gingembre : il a en effet été envisagé de nouvelles aides aux petites et moyennes industries, des subventions, des réductions d'impôts et des commandes publiques.

Spéculation sur les monnaies européennes

Plusieurs monnaies européennes sont à nouveau touchées par d'importants mouvements spéculatifs. La livre et la lire sont les plus atteintes mais le franc est également en baisse.

Cette nouvelle crise ressemble fort à la précédente, elle réside dans la faiblesse des économies britanniques et italienne, qui connaissent un taux d'inflation très fort et donc une certaine dépréciation de leur monnaie. Les groupes financiers préfèrent se débarrasser de ces monnaies faibles et acquérir des marks car ils misent sur sa réévaluation. Le franc qui connaît un taux d'inflation assez fort par rapport au mark est menacé également, d'autant que l'hypothèse d'une dévaluation est toujours plausible pour rendre les produits français plus concurrentiels à l'exportation. Pour l'instant les banques centrales européennes agissent de concert pour éviter de trop gros écarts. La Bundesbank aide la banque de France à soutenir le franc dont une dévaluation serait un handicap pour les exportateurs allemands.

Mais le fait même que ces désordres monétaires reviennent périodiquement et de plus en plus fréquemment indique que devant les difficultés économiques qu'ils rencontrent les pays capitalistes ont des difficultés croissantes à stabiliser leurs relations monétaires, malgré les accords passés, et les réunions communes des ministres des finances.

Toujours des boues rouges

L'entreprise Than et Mulhouse du Havre à qui le tribunal administratif de Rouen avait interdit de déverser dans la baie de Seine du bioxyde de titane responsable des boues rouges, refuse de se soumettre à la décision du tribunal ! Ils sont à l'heure actuelle en train d'exercer un véritable chantage. Ils menacent de fermer l'usine, prétendant que «la neutralisation» des déchets qu'ils rejettent augmenterait leurs tarifs de 15 %.

Au nom de la sauvegarde de l'emploi, ils veulent faire accepter leur politique de rentabilité et de profit, la santé des travailleurs, ils s'en moquent !

Riposte contre l'extension du camp militaire du Larzac

Pour protester contre la décision du Conseil d'Etat d'autoriser l'extension du camp militaire du Larzac, des paysans ont sectionné des balises de repérage de tir, puis les ont découpées et transportées devant l'entrée du camp.

21 MARS : RASSEMBLEMENT COMMUNISTE

La Fédération Nord - Pas de Calais du PCR (ml) prépare le 21 mars

Dès maintenant, nous vous communiquons la liste des délégations d'entreprises de la région qui viendront à Paris :

- Five Cail Babcock de LILLE,
- CIT Alcatel de MARCQ EN BAROEUL,
- Ateliers du Nord de la France de CREPIN,
- Usinor DUNKERQUE,
- Des mineurs actifs et retraités de l'Unité de Production de LENS,
- Céma Philipps d'AMIENS,
- Georges d'AMIENS,
- Hutchinson de ROUBAIX,
- Parisien Libéré d'AMIENS,
- Des délégations des usines textiles : Sartelys de LANNOY,
- Motte Bossut de LEERS,
- La Lainière de ROUBAIX,
- Berger du Nord de TOURCOING,
- Saint Frère Agache-Willot d'AMIENS,
- Des ouvriers du bâtiment : Société des Grands Travaux du Nord,
- Génie Civil de LENS,
- Des travailleurs immigrés du foyer Brasme de ROUBAIX,
- Des travailleurs de la SNCF de VALENCIENNES,
- des hopitaux Saint Antoine de LILLE,
- CHR de LILLE,
- CHR de ROUBAIX,
- De l'hôpital psychiatrique d'ARMENTIERE,
- De l'hôpital psychiatrique de SAINT VENANT,
- De l'école d'infirmières d'AMIENS,
- De l'école d'infirmières de ROUBAIX,
- Des travailleurs des PTT de VALENCIENNES, HEM et BOULOGNE,
- Les Caisses d'Allocation Familiale d'AMIENS, et l'INSEE de LILLE,
- Enfin, des délégations de chômeurs de ROUBAIX, LILLE, AMIENS, LIEVIN.

La jeunesse des lycées, des collèges et des facultés de la région, dont certains sont en lutte contre la réforme Haby préparent leur participation au rassemblement.

Voici comment sur certaines villes du Nord et du Pas de Calais se prépare la participation active au rassemblement :

A Roubaix se tiendra une réunion ouvrière pour tirer le bilan des luttes de la dernière période, pour voir comment construire un courant d'opposition syndicale pour mettre en échec les manœuvres des réformistes et des révisionnistes dans les syndicats, pour voir quelle tactique élaborer au niveau de la ville, au niveau du trust pour briser l'isolement des luttes et les mener à la victoire... Cette réunion regroupera les travailleurs des usines en lutte dans la dernière période sur la ville : Catrice, Lemaire et Dillies, Le Ressort Français, Kulhmann, Sartel, Hutchinson.

En ce qui concerne Kulhmann, nous demandons que les camarades de Kulhmann Levallois adresse un appel aux ouvriers de Kulhmann Wattrelos à participer au rassemblement du 21 mars. Nous diffuserons cet appel à l'usine.

A Roubaix, les camarades de l'Union Communiste de la Jeunesse Révolutionnaire tiendront une coordination lycéenne cette semaine.

A HEM, après le succès de la bourse aux vêtements qui s'est tenue il y a 15 jours, le comité de lutte contre le chômage se mobilise pour faire participer des familles de chômeurs au rassemblement. Pour résoudre les problèmes financiers du voyage à Paris, les camarades vendent des vignettes de soutien sur le quartier et dans leurs usines.

Un camarade ouvrier interviendra dans le rassemblement sur les tentatives de répression de la bourgeoisie pour casser les sections syndicales combattives, et contre les manœuvres du PS dans la CFDT et du PCF dans la CGT pour exclure des syndicats les ouvriers révolutionnaires, ce qui a été notamment le cas à Hutchinson à Roubaix et à Alcatel à Lille.

Un travailleur des hauts fourneaux d'Usinor Dunkerque attend de pouvoir discuter au rassemblement autour d'un stand «santé» de la façon dont sont soignés actuellement les travailleurs et de ce que doit être dès maintenant une autre médecine, une médecine au service du peuple.

Un camarade de Boulogne prépare avec des marins pêcheurs un panneau pour exposer leurs conditions de

vie et de travail et les luttes qu'ils mènent depuis plusieurs mois.

Les camarades mineurs de Liévin ont déjà fait part au Quotidien du Peuple de leur désir de se réunir avec d'autres travailleurs des mines de la France sous la forme d'une table ronde des mineurs. La proposition d'une réunion ouvrière le 20 à Paris précédant le rassemblement du lendemain répond donc bien dans la période à une nécessité. Aussi les camarades de Liévin regretteront de ne pas pouvoir y participer. Car en effet, c'est le 20 mars que le juge Pascal a accepté de venir tenir un débat avec les mineurs sur la justice à Liévin. La contribution principale qu'apporteront les camarades au rassemblement communiste, ce sera ce débat sur la justice. En effet, nous comptons filmer ce débat en vidéo et pouvoir le projeter le 21 mars.

D'autre part, le stand du bassin minier se prépare : un montage de photos est en route et une exposition de panneaux sur Liévin un an après le Tribunal Populaire du 22 mars est presque terminé.

Un peu partout sur la région, des travailleurs, des jeunes organisent des collec-

tes pour soutenir le peuple sahraoui et aimeraient discuter avec des représentants de la jeune république du Sahara.

Enfin, des camarades enseignants ressentent de plus en plus la nécessité de mener le débat sur le problème de l'école, pour que la lutte contre l'école capitaliste devienne l'affaire des travailleurs. A Liévin, les camarades ont commencé une enquête auprès des familles de mineurs à l'occasion de la grève des fonctionnaires. Ces camarades aimeraient qu'il y ait un stand sur la lutte contre l'école capitaliste, au rassemblement, avec des travailleurs, des jeunes, des enseignants.

Nous vous tiendrons au courant de la poursuite de la mobilisation.

Pour se rendre à Paris, des cars partiront de Dunkerque, Lille, Roubaix, Valenciennes, Amiens, Liévin.

Pour tous renseignements, prendre contact à la Librairie LIBRAIRIE POPULAIRE 40, rue Jules Guesde LILLE - Tél. 57 53 52

LA VIE DU JOURNAL

«J'AI PASSÉ 7 ANS DANS UN FOYER...»

Au Quotidien du Peuple un lecteur révoit

«L'enfance inadaptée», un problème oublié. Après avoir passé 7 ans dans un foyer, je voudrais, que l'on sache comment vit un enfant dans un foyer.

L'Etat verse 140 F environ pour chaque enfant par jour. Donc, un foyer qui veut tourner, a tout intérêt à en prendre dans ses locaux, et là, ce n'est plus un enfant, mais un morceau de viande ; plus il y en a, plus cela rapporte. Les 3/4 du temps, les foyers ne sont pas aptes à en prendre beaucoup, et l'enfant a des conditions de vie dégueulasses. Ils sont parfois 5 par chambre, les sanitaires sont trop étroits, l'hygiène est oubliée.

Il faut dire, qu'un directeur gagne (à peu près) 4 000 F par mois, un éducateur-chef, 3 500 F, l'éducateur dit spécialisé 3 000 F et le stagiaire 1 400 F. Le directeur et l'éducateur-chef ont leur loyer payé. C'est l'enfant qui paie tout

ça. Quant à lui, il a à peine 10 F par jour pour se nourrir et 1 500 F par an pour s'habiller. S'il travaille, il verse une pension qui varie selon son salaire, mais il a toujours 10 F pour manger, pour les autres, c'est soit l'école extérieure ou l'atelier pédagogique et là, il travaille, il forme des meubles, il fait de la serrurerie, de la poterie, etc... la vente de ces choses rapporte beaucoup mais l'enfant n'a qu'un léger bénéfice et l'on se demande où va le reste. Bien sûr, on achète des machines, des outils, on fait même des voyages organisés. L'enfant est dupé chaque jour, il le voit, il se venge de la société d'exploitation qui elle, le refuse, le rejette de ses rangs. Alors, il commet des délits, mais une fois de plus il est trop faible. Il passe devant le juge des enfants, qui le réprimande.

Qui devrait être jugé, l'enfant ou plutôt l'esclave, ou la société ? Qui est coupable ?

Joël (enfant dit inadapté)

QUELQU'UN DE COMPÉTENT

Samedi après-midi, à la recherche d'un «caddy» devant le Suma, je me suis fait aborder par une militante du PCF qui me tendit un tract en disant : «Les Communistes appellent à voter...»

—«Ceux du PCF», lui demandais-je ?

—«oui»

—«Ah, ceux qui disent non à la dictature du prolétariat ? Sur sa réponse affirmative, je lui demandai ce qu'elle en pensait.

—«Attendez, je vais vous chercher quelqu'un de compétent».

J'insistai, pour qu'elle donne son point de vue, elle prétextait alors une absence à la réunion où ils en avaient discuté. «Mais, ça ne doit pas être une affaire de réunion manquée, tout le monde en parle encore maintenant». Je n'en saurai pas plus de cette femme qui part me chercher «La

compétence». C'est Maurivard, le conseiller en personne, candidat aux cantonales qui arrive.

Après sa justification sur l'abandon de la Dictature du Proletariat, nous avons abordé plusieurs sujets. Mais je tiens à vous signaler que pour l'«abandon», sa principale argumentation reposait sur le fait qu'au PCF, à Besançon, ils ont un vieux militant de 81 ans qui disait que ça ne cadrait plus avec ce qu'ils étaient maintenant ! (ils ont quand même des gars qui y voient clair, le malheur pour eux, c'est qu'ils s'appuient dessus croyant que c'est des atouts pour leur propagande).

Je lui signalais que je trouvais que leurs positions n'étaient pas communistes et qu'ils

ne défendaient pas vraiment les ouvriers quand ils avancent leur mot d'ordre : «Pas de licenciements sans reclassement», il me rétorqua : «C'est normal, il y a des petites boîtes qui doivent fermer» !

—«De toute façon, c'est bien parce que vous ne défendez pas assez les ouvriers que vous êtes obligés de faire appel aux cadres pour les élections».

—«Non, c'est pas là le problème : les cadres, ingénieurs, ouvriers ont les mêmes problèmes maintenant».

—«Dites, à Weil, quand les cadres courraient sur les ouvriers, avec des chalumeaux, vous n'allez pas me faire croire qu'ils étaient du même côté ?»

Là-dessus, silence de M. Maurivard...

Correspondante Besançon



Pour soutenir le Quotidien du Peuple

Je donne : 100 F 50 F 10 F F

Nom.....
Adresse.....
Profession.....
Envoyer au Quotidien du Peuple
BP 225 - 75924 Paris Cédex 19
CCP n°231 32 48 F Paris

Le Quotidien du Peuple - publication du PCR (ml)
Adresse postale : BP 225 - 75 924 Paris Cédex 19
CCP N° 23 132 48 F Paris
Directeur de publication Y. Chevet
imprimé par IPCC - distribué par NMPP
Commission paritaire : 56 942

Je m'abonne :

NOM.....
ADRESSE.....
PROFESSION.....

1 an : 250 F
6 mois : 150 F

3 mois : 80 F
1 mois : 30 F

Envoyez au
Quotidien du Peuple
BP 225 75 924
Paris Cédex 19
CCP n°231 32 48 F Paris

BLOC-NOTES

NE PRENONS PAS N'IMPORTE QUEL MÉDICAMENT

TELEVISION

VENREDI 12 MARS

TF1

13 h 00 - JOURNAL
 18 h 15 - A la bonne heure
 18 h 45 - Pour les jeunes
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Une minute pour les femmes
 19 h 45 - Alors, raconte
 20 h 00 - JOURNAL
 20 h 30 - Au théâtre ce soir le pirate
 22 h 20 - Arcana - connaissance de la musique : le cor
 23 h 15 - JOURNAL et fin

A2

14 h 30 - Les après-midi d'antenne 2
 18 h 30 - JOURNAL
 18 h 40 - Le palmarès des enfants
 18 h 55 - Des chiffres et des lettres
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - Y'a un truc
 20 h 00 - JOURNAL
 20 h 30 - Moise
 21 h 30 - Apostrophes
 22 h 25 - Ciné-club : week-end
 23 h 55 - JOURNAL et fin

FR3

19 h 00 - Pour les jeunes
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Tribune libre
 19 h 55 - Flash JOURNAL
 20 h 00 - Programmes régionaux
 20 h 30 - Vendredi
 21 h 25 - Les dossiers noirs la sécession du Katanga
 22 h 25 - JOURNAL et fin

NE PRENONS PAS N'IMPORTE QUEL MÉDICAMENT

Dans toutes les pharmacies familiales, on trouve le sirop du petit dernier à moitié plein, des vitamines non terminées et quantités de médicaments entamés qui traînent là depuis des années. Or les médicaments n'ont pas de notice suffisamment explicative pour qu'on sache à quoi s'en tenir, et il peut être dangereux de prendre un médicament même s'il a été efficace pour un voisin ou un membre de la famille.

Il ne suffit pas pour guérir de prendre un médicament qui a bien marché sur le voisin, et, comme on n'a pas d'ordonnance, diviser la dose et la durée de prescription par deux. La maladie peut être différente et le médicament inactif ou dangereux s'il a des contre-indications que nous ignorons. Et, dans l'exemple d'un traitement antibiotique prescrit pour une bronchite, ne prendre que la moitié de la dose, pendant trois jours seulement est inefficace sur les microbes bactériens pour les tuer tous. De plus un traitement antibiotique commencé doit se poursuivre au moins 6 jours (sauf importante réaction allergique) pour éviter une résistance de l'organisme à cet antibiotique lors de traitements ultérieurs.

LES SIROPS

Comme l'indique leur nom, les sirops sont à base de sucre, dès qu'ils sont ouverts, ce sucre peut constituer à la longue, un bouillon de culture pour les microbes présents dans l'atmosphère. En conséquence, un sirop entamé ne doit pas être utilisé au delà de deux mois.

Les sirops contre la toux, les vomissements, ou contenant des vitamines peuvent être réutilisés, mais ceux qui contiennent des antibiotiques (consulter la notice de composition) ne doivent pas être réemployés sans avis médical, d'autant que les traitements antibiotiques répétés sont la plupart du temps injustifiés.

D'une manière générale, les médicaments doivent être conservés au frais, à l'abri de l'humidité.

CERTAINS MÉDICAMENTS SONT PARTICULIÈREMENT DANGEREUX

On doit éliminer de la pharmacie familiale des médicaments que l'on ne doit prendre que sur avis médical exprès :

Par exemple, le paracétamol, la phénacétine, la nora-

midopyrine qui entrent dans la composition de comprimés, suppositoires utilisés contre la fièvre ou la douleur ou la toux.

Ces produits qui calment la douleur (noramidopyrine) ou la fièvre (paracétamol, phénacétine) peuvent être toxiques pour le sang, les reins. Ils entraînent fréquemment de mauvaises digestions (vomissements, diarrhées), des insomnies ou une surexcitation, une rétention d'eau (des œdèmes), la présence d'albumine dans les urines (qui signe le début d'atteinte des reins).

Or la noramidopyrine, contre-indiquée chez les insuffisants rénaux, hépatiques, cardiaques, les ulcéreux, les diabétiques, est malgré tout présente dans les médicaments courants, souvent en vente libre dans les pharmacies (comme le «salgidal»), utilisé contre la douleur.

Un autre exemple : les suppositoires «trophirès» prescrits couramment en cas de rhume, grippe, bronchite, pour favoriser la respiration, existent sous deux formes :

- «simple», forme qui ne contient que des essences à base d'eucalyptus, myrte, du camphre, du soufre (thiophène)

- «composée», qui contient les mêmes produits, plus du paracétamol dont on a vu

plus haut les dangers. En outre, il masque provisoirement la fièvre, empêchant ainsi de traiter l'infection qui en est la cause.

Pour savoir si un médicament contient l'un de ces produits, il suffit de lire la composition marquée souvent en minuscule dans un coin de l'emballage.

LES CODES DES MÉDICAMENTS

Le code qui permet de savoir si un médicament est périmé, est inscrit sur l'emballage de façon toujours très discrète, et sauf rares exceptions, incompréhensible, il est soit imprimé, soit gravé dans le bouchon du flacon, le carton de la boîte.

Nous publions ici ce code et nous vous conseillons de l'afficher dans votre pharmacie pour pouvoir le consulter en cas de besoin, car il est si compliqué, que l'on perdrait trop de temps à l'apprendre par cœur.

Il existe un ancien code dont les lettres (celles de l'alphabet en désordre correspondaient à l'année, ce code est abandonné depuis 1973, et remplacé par celui-ci :

- Pour les médicaments dont la durée de conservation est de trois ans ou plus, on lit une lettre encadrée de deux chiffres : 3 C 4, 4 B 2...

o la lettre correspond à la date de fabrication :

A = 1973, B = 1974, etc... en ne retenant pas les lettres O et I

o le chiffre placé devant la lettre exprime en nombre d'années la durée de conservation à partir de cette date de fabrication.

o le chiffre placé après la lettre correspond au trimestre de l'année de validité, ceci en utilisant le code supplémentaire suivant : 2 = 1er trimestre, 3 = 2ème trimestre, 4 = 3ème trimestre, 5 = 4ème trimestre.

Ainsi, 3 C 4 veut dire : médicament fabriqué au cours du 3ème trimestre de l'année 1975, et valable jusqu'au 3ème trimestre 1978.

- Pour les médicaments dont la durée de conservation est inférieure à 3 ans, la date limite doit être inscrite en clair sur l'emballage sous l'une des 2 formes suivantes : «date limite d'utilisation», ou «à utiliser avant le...».

Docteur QdP

feuilleton

ETOILE ROUGE SUR LA CHINE

AUX ÉDITIONS STOCK

d'Edgar SNOW

RÉSUMÉ :

Un des chefs de l'Armée rouge, Hsu Hai-tong, fait à E. Snow le récit de sa vie.

41^e épisode
 LE POTIER ROUGE

ÉCOLE ET APPRENTISSAGE

Hsu Hai-tong naquit en 1900 dans le *hsien* de Hoang-pi, ou district de la Côte Jaune, près de Han-k'ow. Depuis des générations, sa famille se composait de potiers et, du temps de son grand-père, possédait des terres, mais depuis lors elle s'était complètement prolétarisée par suite des sécheresses, des inondations et du poids des impôts. Son père et ses cinq frères travaillaient dans une poterie à Hoang-pi et gagnaient assez pour vivre. Ils étaient tous illettrés, mais avaient de l'ambition pour Hsu Hai-tong, le petit dernier, un enfant brillant, et ils rassemblèrent l'argent nécessaire pour l'envoyer à l'école. (...)

«Dans ma quatrième année d'école, comme j'avais onze ans, je fus mêlé à une querelle de «riches contre pauvres» et fus coincé par une bande de fils à papa. Nous nous jetions des bâtons et des pierres, et une pierre que je lançai atteignit à la tête un enfant qui s'appelait Hoang et qui était le fils d'un riche propriétaire. Il partit en pleurant et revint bientôt avec sa famille. Le père Hoang dit que j'avais «oublié ma naissance» et il me battit à coups de poings et à coups de pieds, après quoi le maître m'administra une seconde correction. Je m'enfuis de l'école et refusai d'y retourner. L'incident fit sur moi une profonde impression. J'avais acquis la conviction qu'il était impossible pour un enfant pauvre d'obtenir justice».

Hsu entra en apprentissage chez un potier où il travailla pour rien pendant ses «années de gratitude envers le maître». A seize ans, il était compagnon qualifié et le mieux payé de trois cents ouvriers. «Je sais tourner une bonne pièce de poterie aussi vite que n'importe qui en Chine, dit-il d'un air faraud ; aussi lorsque la révolution sera faite, je serai encore un citoyen utile !» (...)



LA PREMIÈRE ARMÉE OUVRIÈRE ET PAYSANNE DU HOUEI

Lorsqu'il eut vingt et un ans, Hsu quitta la maison paternelle sous le coup de la colère causée par une querelle domestique. Il marcha jusqu'à Han-k'ow et de là se rendit au Kiangsi, où il travailla comme potier pendant un an. Il économisa son salaire dans l'intention de retourner à Hoang-pi. Mais il contracta le choléra et dépensa ses quelques sous à se rétablir. Honteux de rentrer les mains vides, il s'enrôla dans l'armée où on lui promettait dix *yan* par mois. Mais il n'y reçut «que des coups». Entre-temps, la Révolution nationaliste avait débuté au Sud et les communistes étaient actifs dans l'armée de Hsu.

Plusieurs d'entre eux furent décapités, ce qui attira son attention. (...)

Après avoir rejoint l'armée du Kouomintang, il devient communiste.

Le coup d'Etat de droite se produisit en avril 1927, rejetant le mouvement communiste dans la clandestinité. Mais pas pour Hsu Hai-tong. Il décida de lui-même que le temps de l'action indépendante était venu. Il avait organisé la plupart des ouvriers potiers et quelques paysans du district. Il recruta parmi eux la première «armée ouvrière et paysanne» du Houpei. Elle ne compta au début que dix-sept hommes et ne possédait qu'un révolver et huit cartouches - ceux de Hsu.

Ce fut le noyau de ce qui devint la 4^e Armée rouge de campagne avec des effectifs de 60 000 hommes et qui en 1933 faisait la loi sur un territoire soviétique aussi étendu que l'Irlande (...).

Comme celle du Kiangsi, cette République rouge du Houpei-Anhoei-Honan résista aux quatre premières «campagnes d'annihilation» lancées par Nankin et en fait y trouva l'occasion de se renforcer. Et comme au Kiangsi, l'emploi de la même tactique et de la même stratégie au cours de la Cinquième Campagne força à la «retraite stratégique» finale les forces principales de la 4^e Armée de campagne, d'abord vers le Ssetch'oan, puis vers le Nord-ouest.

Mais en plus du blocus économique, des bombardements quotidiens par avions et de la construction d'un réseau de milliers de redoutes autour de ce territoire soviétique, les généraux de Nankin poursuivirent une politique d'anéantissement de la population civile. (...)

La vengeance d'une classe possédante dont le pouvoir est menacé paraît suivre les mêmes formes barbares en tous pays, sans considération de race ou de couleur. Mais quelques variations de caractère technique sont instructives, et il peut valoir la peine de consacrer quelques pages à montrer comment cela se passait en Chine.

(à suivre)

PAYS BASQUE : LA PAROLE A L'ETA

(I) UN PEUPLE INDOMPTABLE

EUSKADI TA ASKANASUNA, le Pays Basque et la liberté : deux réalités que le fascisme a tragiquement séparées, et que la lutte du peuple basque unit dans ses aspirations. Le nom d'une organisation : E.T.A. qui mène le combat patriotique, anti-fasciste, et a gagné la sympathie des masses. Au moment où le Pays Basque, au sud de la frontière, s'enflamme tout entier, nous avons interrogé ces camarades sur les bases de leur combat et sur leurs perspectives.

Quotidien du Peuple : Quand on pense aujourd'hui au Pays Basque, l'Euskadi est immédiatement le symbole d'une double aspiration : aspiration nationale spécifique et aspiration commune à tous les peuples d'Espagne à se débarrasser du joug fasciste. Peux-tu nous décrire les aspects les plus saillants de ce qu'on pourrait appeler le colonialisme espagnol ?

ETA : «La marque la plus nette, c'est la division du peuple basque par une frontière artificielle, au nord les provinces de Labourd, Basse-Navarre et Soule, au sud, celles de Guipuzcoa Biscaye, Navarre et Alava. Mais il y a bien d'autres aspects, par exemple, l'oppression culturelle qui se manifeste par l'oppression linguistique : notre langue, l'euskera, est réprimée et remplacée par le français ou l'espagnol ; il y a un seul lycée bilingue, et jusqu'à maintenant, pas d'université en Euskadi : on vient seulement de créer une section de droit à Bilbao. Pourtant, il y a 3 millions d'habitants en Euskadi. Les manifestations culturelles, folkloriques, littéraires sont réprimées. L'exemple le plus frappant, ce sont les «ikastolas» écoles privées, payan-

tes du primaire : non seulement elles n'ont aucune subvention, mais de plus, elles sont soumises à des inspections répétées et de plus en plus exigeantes, à des amendes pour les asphyxier.

Il y a une oppression politique à tous les niveaux, par l'intermédiaire de l'implantation d'un appareil d'occupation policier et administratif sur tout le territoire, d'un formidable appareil de répression chargé de liquider toute tentative d'opposition. Il y a 30 000 flics en Euskadi, sans compter l'armée. Le gouvernement centraliste et fasciste de Madrid cherche à développer un courant d'émigration hors d'Euskadi, et il n'y a pas de cadre dans l'armée qui se reconnaisse basque.

Un autre aspect encore, c'est l'implantation d'un capitalisme moderne espagnol en étroite collaboration avec l'oligarchie basque, qui soumet les travailleurs à des conditions très dures. Il faut rappeler qu'en Euskadi existe traditionnellement beaucoup d'entreprises familiales de petite métallurgie, de cycles, d'armes et qu'il y a une bourgeoisie nationale basque.



Face à la garde civile

mettra fin à cela avec l'abolition du statut d'autonomie de 36. Tout au long de son histoire, le peuple basque a répondu par les armes et la rébellion aux atteintes à sa liberté.

Du point de vue linguistique aussi, l'euskera

n'a aucune parenté avec les autres langues européennes, et il a toujours existé une littérature orale très vivace. Du fait qu'il s'agit d'un habitat dispersé, que les clans familiaux sont encore forts, ces traditions se sont conservées.

Les peu charmeuses sirènes de la «libéralisation»

QdP : «Quelles ont été en Euskadi, les répercussions de la mort de Franco et l'installation de Juan Carlos, et comment peut-on analyser la situation actuelle ?

ETA : Pendant toute l'année 75, le peuple d'Euskadi a été à l'avant-garde des luttes contre le fascisme. Aujourd'hui, il a montré qu'il continuait. Depuis l'avènement de Juan Carlos, des luttes importantes se sont déroulées dans la classe ouvrière à propos des conventions collectives, sur l'exigence d'une liberté que seule la lutte pourra arracher et autour des revendications nationales. Les assassinats de Vitoria ne peuvent que radicaliser le mouvement, et le peuple basque n'a pas lieu de se laisser prendre au chant des sirènes de la libéralisation. Si l'on fait le bilan de la répression de l'année 75, et il n'y a pas eu de rupture avec Juan Carlos, on constate que la police a assassiné 20 des nôtres, et le dernier en date, quand Juan Carlos était au

pouvoir, c'est le patriote L. Javier Lopez Gereno, révolutionnaire de 18 ans, froidement abattu par la guardia civil à Beasain. Cela sans parler des 5 meurtres de la semaine dernière. Il y avait en 75, 36 blessés par balles, il y en a des centaines aujourd'hui avec la répression à Vitoria et Basauri. Il y avait 4 625 prisonniers, dont 1 100 avaient été torturés, ils ne sont pas sortis et les prisons s'emplissent de nouveau. Alors, où est la différence ? Où est la libéralisation ? On sait qu'en ce moment les conditions de vie dans les prisons s'aggravent.

Le mouvement de masse actuel est en train de démasquer clairement la nature du régime de Fraga et met en échec la manœuvre d'intégration de Juan Carlos. Il est en train de faire la démonstration que l'amnistie, les libertés sans aucune restriction ne doivent pas être attendues, mais arrachées par une lutte totale et décidée.

A la recherche d'une perspective

Mais en même temps, la situation actuelle pose, avec une acuité plus grande la question des perspectives politiques, de l'alternative politique à offrir aux masses. Il existe un risque de voir les luttes actuelles récupérées et capitalisées par des forces qui ne partent ni d'un point de vue de classe, ni d'un point de vue patriotique. Nous pensons qu'une telle alternative ne peut pas être fournie par la «droite» basque nationaliste du PNV (Parti Nationaliste Basque), qui ne représente évidemment pas le point de vue de la classe ouvrière ; elle ne peut pas procéder non plus du gouvernement basque en exil, et nous y reviendrons, il y a des correctifs importants à apporter au statut d'autonomie de 36, car ce que nous voulons c'est l'indépendance. Elle ne peut pas non plus provenir des «assemblées démocratiques» (telles que l'assemblée d'Euskadi) ou autres, impulsées par le PCE (Parti de Carrillo) ou le PSOE. Ces organisations ne sont pas seulement centralistes et partisans du nationalisme espagnol, elles ont en outre un caractère réformiste marqué. Le PC, qui a toujours eu peu d'influence en Euskadi, a fait des commissions ouvrières

qu'il contrôle (et ce n'est pas toutes, évidemment), des organismes complètement séparés de la classe ouvrière. La réalité quotidienne, c'est qu'il est incapable de donner une réponse correcte même aux mouvements revendicatifs de la classe ouvrière, qu'il freine. Le PSOE, comme le PC entretiennent l'illusion d'une évolution en douceur du régime fasciste, ils développent les idées qu'il faut attendre, alors que la seule question, c'est le renversement par la lutte du fascisme. Toute position consistant à séparer la lutte pour le socialisme et la lutte pour l'établissement d'un Etat basque, qui sont des exigences indissolublement liées, ne prennent pas en compte les aspirations du peuple basque. L'alternative à construire, dans la situation actuelle, c'est celle de l'unité et de la lutte pour une patrie socialiste basque.

Demain, l'ETA dans la lutte



Deuil et colère... des dizaines de milliers de Basques à l'enterrement des victimes du fascisme

Aucune parenté avec les autres langues européennes

QdP : «Comment expliques-tu la vigueur, la persistance du sentiment national basque ?

ETA : «Ce sentiment a toujours existé - et depuis 8 à 10 ans, il a une vigueur nouvelle, avec un renouveau dans l'édition, parmi les écrivains (G. Arestil), des chercheurs, des artistes - parce qu'il s'agit du combat d'un peuple soumis et divisé depuis un peu plus de 100 ans : cette identité nationale, on a

essayé de lui arracher par la force. Les colonisateurs d'Euskadi prétendent que nous n'avons jamais eu d'Etat propre : cela est absolument faux ; tous les Basques ont été unis d'abord dans le duché de Cusconia, puis dans le royaume de Navarre. Au nord, c'est la révolution française qui a donné le coup de grâce aux libertés basques, et au sud, elles ont subsisté jusqu'en 1839, fin de la première guerre carliste, mais c'est surtout Franco qui